

# **DOSSIER DE PRESSE**

**Création du comité de vigilance  
en matière de lutte contre le  
terrorisme : le Comité T**

**CONFERENCE DE PRESSE**

**26 JUIN 2006**

**PARLEMENT FEDERAL**

**VERSION FRANCAISE**

# SOMMAIRE

1. Comité T : Charte constitutive
2. Comité T : Explication de la démarche
3. La loi relative aux infractions terroristes
4. Méthodes particulières d'enquête et lutte contre le terrorisme
5. Screening
6. Speciaal celregime voor de aangehoudenen
7. Les ex-détenus belges de Guantanamo
8. Madame Vinck et Monsieur Sayadi – la mort civile jusqu'à quand ?
9. Het Proces van de vermeende DHKP/C-militanten en leden te Brugge
10. De lijst van 'extremistische en terroristische groeperingen' in Antwerpen
11. Les listes de personnes et entités terroristes
12. Contacts

# 1. Comité de vigilance en matière de lutte contre le terrorisme (Comité T)

## Charte constitutive

Le 11 septembre 2001 a servi de prétexte à une remise en cause de nombreux principes fondamentaux de la justice pénale et de la pratique policière. Depuis ces attentats, la lutte contre le terrorisme est devenue une des priorités de l'ensemble de la communauté internationale et un des thèmes majeurs au sein des instances internationales et régionales.

Force est de constater que les attaques du 11 septembre ont marqué une rupture dans l'interprétation et l'application du droit international des droits de l'Homme. Ce type de relecture était déjà en germe bien avant ces événements, qui n'ont servi que de catalyseur.

Des Etats ont mis, et mettent encore, en place des procédures judiciaires d'exception pour juger les individus présumés terroristes. Les suspects sont privés du droit à une défense appropriée, les preuves à charge restent secrètes, les jugements sont prononcés par des tribunaux d'exception dont le fonctionnement et la composition portent atteinte aux principes élémentaires d'impartialité. Dans certains cas, des sanctions sont imposées par des autorités administratives ou politiques, cela sans la moindre possibilité de recours effectif. Les procédures violent manifestement les normes internationales garantissant le droit à un procès équitable, comme les dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ou celles de la Convention européenne des droits de l'homme. En outre, un arsenal policier touchant l'ensemble des citoyens, en ce compris les personnes qui ne sont pas soupçonnées de faits de terrorisme, se développe dans la précipitation, notamment par l'utilisation de moyens portant atteinte à la vie privée.

Cela a lieu en Belgique également.

La question suivante doit dès lors être posée : les droits et libertés fondamentaux peuvent-ils être sacrifiés au nom de la lutte contre le terrorisme ? Autrement dit, les auteurs d'actes de terrorisme ou les personnes soupçonnées de participer à une action terroriste peuvent-ils être privés de leurs droits fondamentaux au nom de la répression de tels actes ? Ou encore, le caractère inhumain et extrêmement grave de certains actes justifie-t-il que l'on nie toute humanité à leurs auteurs ?

Trop souvent, les Etats profitent du fait terroriste pour se doter d'un arsenal juridique large leur permettant en fait de réprimer toute forme de contestation politique. Nous constatons que sous couvert de lutte contre le terrorisme, certains Etats ont accentué la répression contre certaines formes d'opposition. Ils sont aidés en cela par le caractère sciemment vague de la définition du terrorisme, qui permet de criminaliser certains mouvements sociaux. En outre, ce mouvement entraîne également une augmentation du contrôle social sur l'ensemble des citoyens.

Aussi, les préoccupations sont elles vives quant à l'attitude répressive des gouvernements qui, sous prétexte de lutte antiterroriste, font voter des lois liberticides. S'il est en effet légitime que des Etats garantissent la sécurité, les atteintes aux libertés collectives et individuelles que cela engendre ne le sont pas. Il en est ainsi, par exemple, des méthodes particulières d'enquête. Des restrictions aux libertés fondamentales sont exceptionnellement

admises en droit international mais à des conditions très strictes dont le respect doit permettre d'éviter de tomber dans l'arbitraire.

C'est précisément dans ces moments d'inquiétude sécuritaire qu'il convient de veiller scrupuleusement à l'application, au respect et à la préservation des libertés civiles et politiques. L'histoire nous apprend que les moments de guerre et d'instabilité sont des temps où il est dangereux d'adopter des nouvelles mesures limitant les libertés et octroyant des pouvoirs exorbitants à l'Etat et à ses composantes répressives. L'opportunisme et la précipitation doivent au contraire céder le pas devant la pertinence de la réponse la plus appropriée.

L'utilisation à tout va du concept de terrorisme pour justifier le durcissement de l'arsenal répressif n'est pas satisfaisante.

La guerre contre le terrorisme a ainsi servi de justification aux Etats occidentaux pour adopter une série de lois encore plus restrictives censées y contribuer. On assiste à une réorientation radicale des principes fondamentaux qui peut aller jusqu'à faire de suspects des coupables dépourvus du moindre droit à la défense. On en arrive également à faire de chaque citoyen un criminel en puissance. L'état d'exception devient ainsi la norme pour des individus ou des groupes qui dérogent aux principes et valeurs de la civilisation occidentale tels qu'ils sont convoqués par les tenants de la lutte contre le terrorisme.

En outre, par leur travail de sélection des informations, d'analyse et d'interprétation, les services de renseignements participent à la délimitation de l'espace politique. En qualifiant ou en disqualifiant certains acteurs sociaux ou politiques sur la base de leur jugement propre, ils permettent à ces derniers d'y participer ou non. Ils apparaissent ainsi comme constituants de l'ordre politique et leurs modes de perception et d'appréciation interviennent lourdement dans sa définition et son fonctionnement. Les principes qui régissent l'action des services de renseignements, basés sur le soupçon, s'opposent aux principes du monde judiciaire au cœur desquels se trouvent la présomption d'innocence et la nécessité du rapport au droit et à la preuve.

Mener la lutte contre le terrorisme en dehors du cadre du droit international, au mépris des droits de l'Homme et au détriment des principes de l'état de droit, outre les graves conséquences que cela engendrerait, aboutirait à un objectif contraire à celui poursuivi. Dans la lutte antiterroriste, des groupes entiers de nos sociétés risqueraient de se trouver stigmatisés et punis du fait du comportement de quelques uns d'entre eux.

C'est pourquoi il est, selon nous, inadmissible dans un Etat de droit de déroger aux principes suivants : les droits de la défense, le droit à un procès équitable, l'interdiction des juridictions d'exception, l'interdiction des procédures et dossiers secrets, l'accès à toutes les pièces du dossier pour toutes les parties, la stricte légalité des preuves (ce qui implique le rejet de toute preuve obtenue de manière illégale, en ce compris les preuves obtenues dans des Etats pratiquant la torture), la territorialité des infractions, la non responsabilité pour autrui, l'interdiction de la provocation, le respect de la vie privée, le respect de la dignité des personnes condamnées, le refus de l'assimilation des délinquants politiques aux délinquants de droit commun, le refus de la criminalisation des mouvements sociaux ...

De manière générale nous nous opposons à l'immixtion du pouvoir exécutif dans les prérogatives du législatif et du judiciaire, au glissement des prérogatives du Juge d'instruction vers le Procureur du Roi et la police, à l'avènement de l'ère du soupçon par la légalisation de la proactivité, ou lorsque le soupçon de l'intention de commettre une infraction suffit à enclencher une procédure sans qu'il y ait eu commission matérielle du fait.

Nous devons pourtant constater que ces principes sont d'ores et déjà mis à mal dans de nombreux textes législatifs et réglementaires, tels que, par exemple, la loi du 6 janvier 2003 concernant les méthodes particulières de recherche et de quelques autres méthodes d'enquête, la loi du 19 décembre 2003 relative aux infractions terroristes, la loi du 19 décembre 2003 relative au mandat d'arrêt européen, les lois du 3 mai 2005 relatives aux habilitations de sécurité ou encore la loi du 27 décembre 2005 adoptée en vue d'améliorer les modes d'investigation dans la lutte contre le terrorisme.

Le Comité de vigilance en matière de lutte contre le terrorisme affirme avec force que la lutte contre le terrorisme ne peut se faire au détriment des droits et libertés fondamentaux. Son objectif consiste à rassembler et porter la voix des différents membres de la société civile (associations et particuliers, professionnels de la Justice ou non, représentants politiques ou autres, etc.) qui considèrent que les dispositifs mis en place dans le cadre de la lutte anti-terroriste entraînent ou risquent d'entraîner de graves atteintes aux droits fondamentaux des personnes. Parrainé par les signataires repris en annexe, le comité ainsi constitué réalisera un travail d'observation et de critique des différents dispositifs légaux anti-terroristes et de leurs applications.

## **2. Comité de vigilance en matière de lutte contre le terrorisme (Comité T)**

### **Explication de la démarche**

#### **1. Genèse**

Depuis les attentats ayant frappé les Etats-Unis le 11 septembre 2001, l'ensemble des Etats sont entrés en guerre contre le terrorisme. Cette lutte a eu un impact énorme sur le droit international et les droits de l'Homme ainsi que sur l'équilibre entre liberté et sécurité: elle a entraîné, et entraîne toujours, des violations flagrantes des instruments internationaux de protection des droits de l'Homme. L'aspect le plus grave de cette situation n'est pas la violation de ces instruments, mais bien les justifications qui en sont données : la gravité des infractions en cause justifie des entorses aux principes fondamentaux du droit international et du droit de la procédure pénale. Cette situation, entérinée tant par la Cour de Justice des Communautés européennes que par la Cour de cassation belge, est très inquiétante.

Ce qui prévaut au niveau international est également valable aux niveaux européen et belge. Ainsi, depuis le 11 septembre 2001, de nombreux instruments ont été adoptés dans le but de lutter contre le terrorisme. Et de nombreux autres vont encore l'être.

On peut citer, entre autres, au niveau belge, la loi du 6 janvier 2003 concernant les méthodes particulières de recherche et de quelques autres méthodes d'enquête, la loi du 19 décembre 2003 relative aux infractions terroristes, la loi du 19 décembre 2003 relative au mandat d'arrêt européen, les lois du 3 mai 2005 relatives aux habilitations de sécurité ou encore la loi du 27 décembre 2005 adoptée en vue d'améliorer les modes d'investigation dans la lutte contre le terrorisme.

Suite aux deux premières décisions judiciaires rendues sous l'ère de la nouvelle législation terrorisme (affaire GICM et affaire DHKP-C), il convient de faire le point sur l'ensemble de ces législations et leur application. En effet, l'utilisation qui est faite des instruments répressifs pose de nombreuses questions du point de vue de la protection des principes fondamentaux des droits de l'Homme.

C'est pourquoi différentes associations actives dans la défense des droits et libertés fondamentaux ont initié la mise en place d'un groupe de réflexion et d'action à ce sujet.

#### **2. Objectif**

L'objectif de ce groupe est double :

1. Rassembler et porter la voix des différents membres de la société civile (associations et particuliers, professionnels de la Justice ou non, représentants politiques ou autres, etc.) qui considèrent que les dispositifs mis en place dans le cadre de la lutte anti-terroriste entraînent ou risquent d'entraîner de graves atteintes aux droits fondamentaux des personnes ;
2. Réaliser un travail d'observation et de critique des différents dispositifs légaux anti-terroristes et de leurs applications.

### **3. Actions**

Dans cette optique, le Comité a eu pour première tâche la réalisation d'un document exprimant les principales critiques qu'il y a lieu d'opposer en la matière. Il s'agit de la Charte du Comité T. Ce texte fondateur, ouvert à signatures, devra être largement diffusé.

Dans un second temps, le Comité s'attellera à un travail juridique d'analyse des législations anti-terroristes et de leurs applications. A cet égard, afin d'éviter de se confiner à une analyse purement théorique, il pourra utilement suivre les procédures faisant application de celles-ci (tel que, par exemple, les procès GICM et DHKP-C, en attendant les procès qui suivront) afin d'identifier sur les terrains judiciaire et policier l'existence d'éventuelles dérives en la matière.

Le Comité rendra un rapport annuel relatant ses travaux au cours de l'année écoulée. Il exercera également une fonction de vigilance ponctuelle et pourra, lorsqu'il le jugera nécessaire, remettre des rapports intermédiaires ou des communications ciblées.

Les documents produits par le Comité seront accessibles sur un site internet, hébergé au départ de celui de la Ligue des droits de l'Homme.

### **4. Composition**

Le Comité est composé de membres de la société civile ayant une expertise ou un intérêt dans les matières traitées par celui-ci et qui adhèrent à la charte constitutive.

Ils appartiennent au Comité à titre individuel et sont exclusivement des personnes physiques qui y siègent à titre personnel et non en tant que représentants des associations, mouvements, partis ou autres structures auxquels ils peuvent appartenir par ailleurs.

L'inclusion ou non de nouveaux membres relève de l'appréciation du Comité. Les membres du Comité désignent parmi eux un porte-parole et un secrétaire.

Les membres actuels du Comité sont :

Laurent Arnauts  
Georges-Henri Beauthier  
Mathieu Bietlot  
Marie-Pierre de Buisseret  
Bart De Schrijver  
Jean Cornil  
Céline Delforge  
Gérard De Sélys  
Josy Dubié  
Jan Fermon  
Raf Jaspers  
Fouad Lahssaini  
Manuel Lambert (secrétaire)  
Vincent Letellier  
Arnaud Lismond  
Christophe Marchand  
Jean-Claude Paye  
Laëtitia Sedou  
Benoît Van der Meerschen  
Jos Vander Velpen  
Dan Van Raemdonck (porte-parole)

## **5. Création**

Le Comité T est créé à l'initiative de plusieurs associations de défense des droits humains. Ces associations parrainent la création du Comité, mais n'en sont pas membres et n'ont aucun pouvoir d'injonction ou d'interférence dans les activités du Comité.

Il s'agit actuellement des associations suivantes :

Association pour une Taxation des Transactions financières et l'Aide aux Citoyens (ATTAC Wallonie-Bruxelles)

Centre d'Action Laïque (CAL)

Centre National de Coopération au Développement (CNCD)

Comité pour la Liberté d'Expression et d'Association (CLEA)

Liga voor Mensenrechten (LVM)

Ligue des droits de l'Homme (LDH)

Observatoire International des Prisons (OIP)

Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT-Europe)

Syndicat des Avocats pour la Démocratie (SAD)

## **6. Prise de décision**

Les décisions se prennent par consensus.

Toutefois, il est loisible aux membres d'émettre des opinions dissidentes.

### 3. La loi relative aux infractions terroristes

#### 1. Le contexte

Le Conseil de l'Union européenne a adopté, le 13 juin 2002, une décision-cadre relative à la lutte contre le terrorisme. La Belgique a transposé cette décision-cadre en adoptant la loi du 19 décembre 2003 relative aux infractions terroristes.

L'adoption de cette loi s'est déroulée sans vrai débat de fond, les parlementaires se contentant d'entériner la décision-cadre sans autre forme de procès. Un débat approfondi aurait cependant mérité de prendre place dans l'enceinte parlementaire tant les enjeux posés par cette loi sont importants.

#### 2. La loi

La loi en question insère dans le Code pénal les concepts d'"*infraction terroriste*" et de "*groupe terroriste*".

Une infraction devient terroriste lorsqu'elle peut, *"de par sa nature ou son contexte, porter gravement atteinte à un pays ou une organisation internationale et est commise intentionnellement dans le but d'intimider gravement une population ou de contraindre indûment des pouvoirs publics ou une organisation internationale à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte, ou de gravement déstabiliser ou détruire les structures fondamentales politiques, constitutionnelles, économiques ou sociales d'un pays ou d'une organisation internationale"*.

La loi prévoit une augmentation importante des peines lorsque l'infraction est qualifiée d'infraction terroriste.

Cette loi contrevient à plusieurs principes fondamentaux visés par la Constitution, la Convention européenne des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Deux grands principes sont bafoués par la loi : le principe de légalité des incriminations et le principe de non-discrimination.

#### **2.1. Violation du principe de légalité des incriminations**

Le principe de légalité des incriminations (principe de légalité en matière pénale), tel qu'il est interprété par la Cour d'arbitrage, le Conseil d'Etat et la Cour européenne des droits de l'homme, dispose qu'une infraction doit être clairement définie par la loi. Cette condition se trouve remplie lorsque l'individu peut savoir, à partir du libellé de la clause pertinente et, au besoin, à l'aide de son interprétation par les tribunaux, quels actes et omissions engagent sa responsabilité pénale. La loi pénale, pour remplir ces conditions, doit rencontrer des critères de clarté, d'accessibilité et de prévisibilité.

Ce principe n'est pas respecté en l'espèce. En ce qui concerne les éléments constitutifs matériels de l'infraction, les termes de la loi ne sont pas clairs et laissent place à une subjectivité beaucoup trop étendue dans le chef du juge. Il suffit que l'acte puisse porter gravement atteinte pour être qualifiée de terroriste. Cette simple éventualité laisse une latitude tellement importante au juge que le manque de prévisibilité est flagrant. Personne ne peut savoir si les infractions qu'il commet peuvent être qualifiées de terroristes. En outre, la détermination de l'atteinte grave à un pays ou à une organisation internationale ne peut se baser sur aucun critère objectif et manque également de clarté et de prévisibilité.

**Les éléments intentionnels** laissent une place encore plus grande à l'arbitraire des juges. L'**intimidation grave** d'une population et le **caractère indu de la contrainte** exercée sur les pouvoirs publics sont autant de termes vagues, sujets aux interprétations les plus diverses. A nouveau, l'exigence de prévisibilité n'est pas remplie. Cet état de fait apparaît encore plus clairement à l'analyse du troisième élément intentionnel susceptible de tomber sous le coup de l'accusation de terrorisme. Les termes "*gravement déstabiliser ou détruire les structures fondamentales politiques, constitutionnelles, économiques et sociales d'un pays ou d'une organisation internationale*" sont extrêmement extensifs et font appel à des concepts très vagues qui font penser à certaines formulations utilisées par les régimes dictatoriaux à l'encontre de leurs opposants politiques.

Cette courte analyse permet d'affirmer que **les termes même de l'infraction terroriste ne permettent pas à un individu de déterminer, à partir du libellé de la clause pertinente, quels actes et omissions engagent sa responsabilité.** Les termes utilisés sont tellement vagues qu'ils laissent au juge un pouvoir d'interprétation qui peut s'analyser en un pouvoir d'incrimination autonome.

Cette définition large est extrêmement dangereuse car elle pourrait **viser les actions de certains mouvements sociaux.** Elle contribue ainsi à la criminalisation de ces mouvements.

## 2.2. Violation du principe de non-discrimination

Les principes constitutionnels d'égalité et de non-discrimination sont également enfreints. L'augmentation des peines qui a lieu lorsqu'une infraction est qualifiée de terroriste entraîne de nombreuses conséquences qui s'avèrent discriminatoires si on compare la situation d'auteurs d'infractions de droit commun avec les auteurs des mêmes infractions qualifiées de terroristes au vu des éléments matériels et intentionnels énoncés par la loi relative aux infractions terroristes tels que commentés ci-dessus.

En effet, l'aggravation des peines entraîne des conséquences sur la détention préventive, la possibilité de transactions pénales ou de correctionnalisation ou encore l'application de méthodes particulières d'enquête. Ces conséquences sont manifestement disproportionnées par rapport au but poursuivi compte tenu des définitions vagues de l'infraction terroriste.

L'aggravation des peines est en soi disproportionnée. Les taux appliqués aux infractions dites terroristes sont **considérablement augmentés**, sans justification objective et pertinente (voir à ce sujet ce qui a été dit plus haut).

Si on considère les effets que cette aggravation des peines entraîne, le constat est encore plus accablant. L'augmentation des peines emporte ainsi un élargissement considérable du recours à la détention préventive alors que celle-ci doit garder un caractère exceptionnel.

De plus, cette aggravation des peines restreint considérablement le champ d'application de la transaction pénale ou de la correctionnalisation. L'auteur d'infractions de droit commun aura la possibilité de se voir proposer une transaction pénale ou le renvoi au tribunal correctionnel de faits passibles de la Cour d'assises alors que l'auteur des mêmes infractions, mais commises avec une intention terroriste, sera dans l'impossibilité de se voir proposer ces faveurs, le plafond des peines prévues lui interdisant l'accès.

Enfin, l'augmentation du taux des peines aura pour conséquence, à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes, l'application possible de méthodes particulières d'enquête qui n'auraient pas été permises si la même infraction avait été commise sans intention terroriste.

Ces mesures d'enquête particulièrement intrusives que sont l'interception et la saisie du courrier, l'observation à l'aide de moyens techniques, la récolte de données bancaires, les écoutes téléphoniques, les écoutes directes, le contrôle visuel direct, l'infiltration ou encore l'utilisation de témoins anonymes élargissent leur champ d'application à des infractions qualifiées de terroristes.

Les dispositions de la loi du 19 décembre 2003 créent une différence de traitement disproportionnée par rapport aux auteurs d'infractions de droit commun qui n'est pas justifiée objectivement.

### **3. Le recours**

Un recours en annulation de la loi du 19 décembre 2003 a été introduit par la Ligue des droits de l'Homme, la Liga voor Menserechten et le Syndicat des Avocats pour la Démocratie.

Par son arrêt n°125/2005 du 13 juillet 2005, la Cour d'arbitrage a rejeté ce recours. Il est permis, cependant, au vu de l'application qui est faite de cette législation, de considérer que certaines des craintes émises sont justifiées. Cet arrêt a par ailleurs été critiqué par le Réseau d'experts indépendants en matière de droits fondamentaux de l'Union européenne<sup>1</sup>.

### **4. Application de la loi**

Affaire GICM  
Affaire DHKP-C

---

<sup>1</sup> Voir <http://cridho.cpdr.ucl.ac.be/DownloadRep/rapports2005/NationalReport/CFRBelgique2005.pdf>, p. 54

## **4. Méthodes particulières d'enquête et lutte contre le terrorisme**

### **1. Le contexte**

Le 6 janvier 2003, les techniques d'enquêtes dites méthodes particulières de recherche ont enfin été légalisées par le législateur. Enfin car ces techniques, utilisées de longue date en pratique (filatures, écoutes téléphoniques, pseudo-achats,...) échappaient à toute réglementation, à tout contrôle et constituaient une porte ouverte à de nombreux excès et dérives.

Pour rappel, les méthodes particulières de recherche désignent des techniques d'enquête qui dérogent au droit commun de la procédure pénale en ce qu'elles sont particulièrement discrètes et/ou utilisent la ruse. Par ailleurs, elles peuvent être mises en place en dehors de toute instruction, en l'absence de tout fait punissable. Ces méthodes policières peuvent être regroupées en quatre catégories : l'observation, l'infiltration, le recours aux informateurs et l'analyse criminelle.

Néanmoins, comme de nombreux observateurs l'ont déclaré lors des négociations ayant présidé à cette loi, le contenu de celle-ci frappe les imaginations, suscite l'effroi et instaure en Belgique un dangereux précédent dans lequel les pouvoirs exécutifs et répressifs peuvent agir sans contrôle, ni en amont, ni en aval de leur intervention. Avec les risques de dérives sécuritaires aisément imaginables qui en découlent.

Si cette loi constitue une avancée par rapport à la situation qui prévalait auparavant (les méthodes particulières d'enquêtes n'étaient auparavant encadrées que par des circulaires ministérielles), elle ne constitue cependant qu'un vernis législatif qui n'occulte pas les dangers que représentent ces méthodes pour le respect des droits fondamentaux.

### **2. Le recours**

En conséquence, trois associations (la Ligue des droits de l'Homme, le Syndicat des Avocats pour la Démocratie et la Liga voor Mensenrechten) qui militent pour le respect des droits fondamentaux, particulièrement mis à mal par cette législation, ont décidé de concert de demander à la Cour d'Arbitrage d'annuler cette loi.

Par son arrêt du 21 décembre 2004, la Cour d'arbitrage a partiellement annulé cette loi en raison de l'inconstitutionnalité de plusieurs de ses dispositions.

### **3. La loi réparatrice**

Le 27 décembre 2005, le Parlement a adopté une loi dont l'objectif annoncé est « *d'améliorer les modes d'investigation dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité grave et organisée* ». Pour ce faire, une modification de la loi du 6 janvier 2003 concernant les méthodes particulières de recherche et quelques autres méthodes d'enquête a eu lieu. Une telle modification était nécessaire en raison de l'arrêt précité de la Cour d'arbitrage.

Quelques critiques :

La nouvelle loi étend considérablement les modalités de mise en œuvre de ces méthodes, et ce sans le contrôle d'un juge d'instruction (ni de tout autre juge indépendant et impartial) dont les fonctions se voient une nouvelle fois diminuées. Pointons :

- l'extension du créneau horaire durant lequel elles pourront être exécutées. En bref, à toute heure... alors que la loi du 7 juin 1969 sur les perquisitions et les visites domiciliaires limitait l'atteinte à la vie privée entre 5h et 21h. Or, la Cour d'arbitrage ayant assimilé le contrôle visuel discret avec les perquisitions et les visites domiciliaires, il conviendrait donc de leur appliquer le même régime.
- la possibilité pour le parquet d'intervenir, d'initiative et sans contrôle, dans tout lieu privé sauf le domicile et ses dépendances. Cette disposition, contraire à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme qui a une vision large de la notion de domicile, a été critiquée par le Conseil d'Etat, ce dont le Gouvernement n'a pas tenu compte.
- la faculté d'utiliser un appareil photographique lors d'observations systématiques, et ce, pareillement, à l'initiative du seul parquet. Cette disposition, également contraire à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, est inacceptable. En effet, considérer qu'un appareil photographique n'est pas un moyen technique est, pour le moins, malhonnête.

Or, pour l'ensemble de ces mesures qui chacune porte atteinte de façon brutale à la sphère la plus privée de l'individu, il est fondamental de prévoir un suivi constant de la part d'une juridiction indépendante et impartiale. Laisser notre intimité aux mains du seul parquet, qui n'instruit qu'à charge et dans le seul but d'établir, à tout prix, l'existence d'une infraction, est une menace sans précédent sur le caractère démocratique de notre Etat.

En outre, la loi maintient l'existence d'un dossier confidentiel auquel la défense n'a pas accès. Tant la Cour européenne des droits de l'homme que le Conseil d'Etat estiment que c'est contraire au droit à un procès équitable tel que garanti par l'art. 6 CEDH.

#### **4. Nouveau recours**

Alors que la Cour d'arbitrage sommait Gouvernement et Parlement de rétablir l'équilibre entre les parties d'une enquête pénale, la loi adoptée aboutit à la situation inverse. L'on continue de dévaluer et d'instrumentaliser le juge d'instruction alors que les atouts du parquet se voient confirmés (e.a. le dossier confidentiel). Nous ne pensons pas que la situation exige l'adoption de telles mesures liberticides.

En conséquence, un nouveau recours en annulation va être déposé par les mêmes associations, ainsi que par les barreaux francophone et néerlandophone.

## 5. Screening

### 1. Le contexte

Deux lois dont l'objectif est de « *donner une base légale plus explicite et plus complète aux vérifications de sécurité opérées par les services de renseignement et de police et d'instaurer au profit des citoyens un recours juridictionnel effectif à l'encontre de ces vérifications de sécurité* » ont été adoptées le 3 mai 2005.

En effet, l'accès à certaines professions ou fonctions ou l'accès à certains lieux « sensibles » est limité à certaines personnes : celles qui ont fait l'objet d'un « screening » ou « enquête de sécurité ». Pour ce faire, les services de sécurité, de renseignement et de police procèdent à des enquêtes sur les citoyens candidats à ces postes, enquêtes qui demeurent secrètes.

Or, il est fondamental que, dans un Etat de droit, un contrôle démocratique puisse avoir lieu sur les actions conduites par les services de renseignement, celles-ci étant la plupart du temps frappées du sceau du secret. Une organisation claire et précise des missions de ces services ainsi qu'un contrôle externe sont d'une importance cruciale dans un système démocratique. Le contrôle et le fichage secrets des citoyens, tels qu'ils sont pratiqués en Belgique, sont des pratiques caractéristiques des régimes totalitaires et sont, de ce fait, inacceptables.

On ne peut donc que se réjouir que cette matière se soit vue donner une base légale plus complète et plus explicite.

Toutefois, ces lois soulèvent de nombreuses interrogations, voire de nombreuses craintes : plusieurs points de ces lois sont critiquables.

### 2. Les lois

#### **a) Un texte vague et imprécis**

Les textes présentent un caractère vague et imprécis qui ne permet pas d'assurer la sauvegarde de la sécurité juridique et viole le principe de légalité. En effet, les enquêtes de sécurité peuvent être entreprises sur les personnes appelées à exercer « certaines » fonctions ou accomplir « certaines » missions. Peu de domaines échappent à la définition que donne la loi de ces situations. La loi, et non les arrêtés d'exécution, doit donner une liste si possible limitative, au pire exemplative, des missions et fonctions visées. Agir autrement aboutit à laisser la porte ouverte à toutes les dérives : toute autorité pourra demander ce type d'enquête sur un citoyen sans justification. Or, la Convention européenne des droits de l'homme exige que le citoyen soit préalablement averti des situations où il pourrait faire l'objet d'une enquête. Il est important de relever que le Conseil d'Etat a émis la même critique à l'égard des projets en question, critiques dont il n'a pas été tenu compte.

Au vu de l'importance de la matière, tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif, il est indispensable que celle-ci soit réglementée par un texte lisible, et donc unique, mais aussi clair. Or, dans l'état actuel des choses, c'est loin d'être le cas : le texte n'est ni clair ni précis, viole le principe de légalité et multiplie les délégations faites au Roi.

#### **b. Des regards extérieurs systématiques**

Aucun recours indépendant n'est ouvert au citoyen victime d'une telle atteinte à ses droits les plus fondamentaux.

Il est créé une chambre collégiale de recours composée par les présidents des Comités de contrôle parlementaire sur la police (Comité P) et les services de renseignement (Comité R), ainsi que par le Président de la Commission de protection de la vie privée. Cependant, il ne s'agit pas d'une juridiction indépendante au regard de la Convention européenne des droits de l'homme. En effet, outre le fait que les décisions se prendront à la majorité – ce qui donne une primauté de fait aux deux membres « sécuritaires » sur le membre « protectionnel » - les magistrats qui composent cette instance ne peuvent être considérés comme indépendants. Le déficit d'indépendance du Comité P a d'ailleurs été relevé par le Comité des droits de l'Homme de l'ONU dans les recommandations qu'il a adressées à l'Etat belge le 24 juillet 2004. Dès lors, l'instance de recours, dont les textes ne précisent pas le mode de fonctionnement et les délais de décision, doit présenter davantage de garanties d'indépendance. D'autant plus lorsque le citoyen et son avocat ne pourraient avoir accès qu'à une version expurgée du dossier !

Si l'on tient compte du fait que l'ensemble des violations aux droits fondamentaux (droit à la vie privée, liberté de religion, liberté de circulation, liberté d'association et non discrimination) qui sont autorisées par ces textes trouvent leur justification dans le fait qu'il existe une possibilité de recours auprès d'un organe indépendant, il devient impératif de s'assurer que cet organe soit réellement indépendant !

Cette disposition est en contradiction flagrante avec le principe du respect des droits de la défense et s'oppose à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme qui affirme clairement la nécessité qu'existe une voie de recours indépendante, devant une autorité judiciaire. Les décisions de l'organe de recours en cette matière n'étant pas susceptibles de recours, l'Etat belge se place en infraction au regard de ses obligations internationales.

### **3. Le recours**

Au regard de ces critiques et compte tenu des graves violations des libertés et droits fondamentaux qui peuvent en résulter, la Ligue des droits de l'Homme a introduit un recours en annulation de ces lois devant la Cour d'arbitrage.

## 6. Speciaal celregime voor de aangehouden

Op 28 februari 2006 veroordeelde de correctionele rechtbank te Brugge zeven leden van de DHKP-C in het zogenaamde Erdal-proces. Drie van hen werden op de zitting aangehouden en onmiddellijk in een speciaal celregime geplaatst.

### 1. De inhoud van het speciale celregime

De essentie van dit regime is isolatie, verregaande controle en vernedering.

**-Isolatiemaatregelen:** verblijf alleen op cel; individuele wandeling, douche en bezoeken; familiebezoek en telefoon beperkt tot 3<sup>de</sup> graad; geestelijke bijstand enkel op cel; geen bezoeken Dienst Sociale Reïntegratie of vzw behalve mits specifieke toelating directie; geen ongestoord bezoek.

**-Controlemaatregelen:** brieven versturen en ontvangen enkel mits toelating directie en enkel in één der landstalen; privégeneesheer enkel mits toelating directie en na controle; telefoon en familiebezoek enkel mits akkoord directie na controle; strikte toepassing van regels betreffende advocaten, tolken en diplomaten; bezoek enkel onder toezicht of achter glas.

**-Onmenselijke en vernederende behandeling:** celcontrole om de 30 minuten ook 's nachts; naaktfouille bij verlaten en terugkeer in cel.

### 2. De rechterlijke controle op het speciale celregime

De advocaten van de drie gevangenen stelden oorspronkelijk een procedure in voor de Raad van State. Deze verklaarde zich onbevoegd omdat het ging om orde- en veiligheidsmaatregelen en niet om een tuchtsanctie. De advocaten procedeerden daarna voor de Voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel zetelend in kort geding.

Als essentiële juridische kritieken op het speciale celregime werden ingeroepen:

- het gebrek aan motief door aan een veroordeling voor terrorisme automatisch en zonder afdoende en individuele motivering een speciaal celregime op te leggen;
- miskenning van de aan de maatregel voorafgaande hoorplicht bij oplegging van het regime;
- schending van artikel 3 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens (EVRM). Artikel 3 EVRM verbiedt onmenselijke of vernederende behandeling;
- schending van artikel 8 van het EVRM. Artikel 8 EVRM vestigt het recht op eerbiediging van het privéleven, het gezinsleven, de woning en de briefwisseling.

In een vonnis van 6 april 2006 schorste de Voorzitter het celregime, met volgende kernmotivering:

*“De vraag stelt zich evenwel in welke mate het volstaat te verwijzen naar feiten die klaarblijkelijk verband houden met terroristische activiteiten, om onmiddellijk te besluiten tot een gevaar voor de veiligheid van de inrichting en van haar personeel, evenals voor de maatschappij. Dit zonder dat er verwezen wordt naar de persoon die het voorwerp uitmaakt van de beslissing.*

*Het gevaar voor de maatschappij zou in principe geweken moeten zijn door het loutere feit van de hechtenis in de gevangenis.*

*De meeste personen die veroordeeld worden tot een effectieve gevangenisstraf worden in een zekere mate geacht een gevaar voor de maatschappij te zijn. Ze zijn nochtans niet allen onderworpen aan een bijzonder regime.*

*In welke mate en waarom precies er een gevaar voor de veiligheid van de inrichting en van haar personeelsleden voorhanden is, nu eisende partij veroordeeld werd voor feiten die klaarblijkelijk verband houden met terroristische activiteiten, wordt op zich niet gemotiveerd.*

*Het is nochtans noch een vaststaand gegeven noch een evidentie dat iemand die veroordeeld werd voor feiten die klaarblijkelijk verband houden met terroristische activiteiten per definitie een gevaar uitmaakt voor de inrichting en haar personeel.*

*De directeur gaat er van uit dat het etiket "terrorisme" een bijzonder detentieregime noodzaakt, en dit meer bepaald om ontvluchtingsgevaar te vermijden.*

*De beslissing motiveert geenszins waarom er een groter ontvluchtingsgevaar voorhanden is voor een persoon die veroordeeld wordt voor feiten die klaarblijkelijk verband houden met terroristische activiteiten, minstens waarom dit gevaar voorhanden is in hoofde van eisende partij.*

*De Belgische staat stelt hieromtrent dat het ontvluchtingsgevaar in hoofde van eisende partij niet dient te worden verduidelijkt, vermits bij het begin van een hechtenis deze elementen alleen kunnen worden geapprecieerd in functie van objectieve feiten waarvoor betrokkene werd opgenomen in de gevangenis.*

*Hiermee wordt niet verduidelijkt waarom de objectieve feiten een ontvluchtingsgevaar inhouden.*

*De noodzaak om de contacten tussen eisende partij en de andere gedetineerden en de buitenwereld zoveel mogelijk te beperken, is uitsluitend gebaseerd op deze motieven van veiligheid (met als enig gespecificeerd gevaar, het ontvluchtingsgevaar).*

*Deze motivering kan niet als afdoende beschouwd worden, vooral nu de discretionaire bevoegdheid van de Belgische Staat in de aangevochten beslissing bijzonder groot is, en de inhoud van de beslissing bijzonder ingrijpend is voor eisende partij.*

*De bestreden beslissing beantwoordt prima facie niet aan de motiveringsplicht in hoofde van de Belgische Staat."*

De essentie van dit motief is gelegen in het verwerpen van de logica dat 'het etiket terrorisme' automatisch een pakket speciale detentiemaatregelen met zich kan meebrengen.

Na betekening van dit vonnis van 6 april 2006 werden de drie gedetineerden ondanks het uitdrukkelijk bevel tot onmiddellijke schorsing van de maatregelen drie dagen in een ongewijzigd regime gehouden door de gevangenisdirectie en de verantwoordelijke minister van Justitie. Drie dagen na betekening werd een nieuwe beslissing genomen. Deze was uitvoeriger gemotiveerd dan de eerste beslissing maar hernam bijna integraal de maatregelen van de oorspronkelijke beslissing.

Een nieuwe kortgedingprocedure leidde tot een beschikking van de Voorzitter van de rechtbank te Brussel zetelend in kort geding van 16 mei 2006.

Deze schorste (enkel) de maatregel van naaktfouille omdat opnieuw niet afdoende gemotiveerd was waarom andere vormen van fouille niet volstonden om het doel namelijk de veiligheid in de gevangenis te bereiken.

Tussen 28 februari 2006 en 2 juni 2006 zijn niet minder dan zeven opeenvolgende beslissingen van de directie van de gevangenis genomen, waarbij telkens de motivering van de maatregelen werd 'verfijnd', maar de maatregelen zelf (op enkele uitzonderingen na zoals briefwisseling in landstaal...) grotendeels behouden bleven.

### **3. Bedenkingen bij het speciale celregime en de handelswijze van de Minister van Justitie en de directie van de gevangenis te Brugge**

-Het speciale celregime wordt als een automatische maatregel opgelegd tegenover wie terecht of tenonrechte voor terrorisme is veroordeeld. Er is voor geen van de drie gedetineerden een definitieve veroordeling (proces Erdal moet nog in beroep behandeld worden) en twee van de drie gedetineerden zijn niet veroordeeld op grond van betichting terroristisch misdrijf zoals bepaald in de artikelen 137-141 Strafwet. De derde betrokkene is niet veroordeeld voor terroristische misdrijven (artikel 137-138 Strafwet) maar omdat hij deel uitmaakt (als leider) van een terroristische groep (artikel 139-140 Strafwet).

-Het is verontrustend in een rechtsstaat dat gedurende drie dagen het vonnis van een rechtbank genegeerd wordt.

-Er wordt vastgesteld dat de Minister van Justitie met zeer grote hardnekkigheid handelt om het speciale celregime in zijn essentie te handhaven. Het feit dat op een tijdsperiode van drie maanden zeven opeenvolgende beslissingen worden genomen met een telkens meer verfijnde motivering, maar zonder enige afwijking van de kern van het speciale celregime, bevestigt dit.

-De vraag dient gesteld of bovenop de vrijheidsberoving in de gevangenis er nog een objectieve grond is om verregaande maatregelen van isolatie, controle en vernedering te nemen. Dit pakket maatregelen wordt aanzien als een bijkomende bestraffing en als een poging om de betrokkenen psychisch en fysiek te treffen.

Artikel 3 EVRM laat geen enkele uitzondering toe; artikel 8 EVRM laat slechts uitzonderingen toe mits uitdrukkelijke wetsbepaling. Het gaat om basisrechten.

Ook de hoorplicht is een basisrecht.

Er dient gewaarschuwd te worden voor de niet proportionele beperkingen van basisrechten voor personen veroordeeld voor terrorisme. In extreme situaties leidt dergelijke logica tot Guantanamo-toestanden.

-Het celregime is opgelegd op basis van artikel 138 van het Koninklijk Besluit van 21 mei 1965 algemeen reglement strafinrichtingen, dat enkel stelt dat de directeur van de gevangenis "*alle maatregelen neemt die hem door de omstandigheden en de voorzichtigheid worden ingegeven*". Dit is de enige wettelijke basis: het gaat dus om een louter discretionaire bevoegdheid van de directeur van de gevangenis.

De kritiek die al tientallen jaren op deze wettelijke regeling is gekomen heeft geleid tot een nieuwe basiswet gevangeniswezen en rechtspositie gedetineerden van 12 januari 2005. Deze wet die een zeer gedetailleerde regeling inhoudt voor speciale veiligheidsregimes en die plichten en rechten (bv. de hoorplicht) en hun beperkingen nauwkeurig vastlegt is na anderhalf jaar nog steeds niet van toepassing bij gebrek aan een KB dat de wet moet uitvoeren. Wij zijn van mening dat dit een schending betekent van de principes van behoorlijk bestuur, met name dat een wet op korte termijn in werking moet gesteld worden.

## 7. Les ex-détenus belges de Guantanamo

Les deux belges ayant été retenus comme prisonniers à Guantanamo depuis 2001 ont été transférés en Belgique par les autorités américaines. Le juge d'instruction belge en charge de leur dossier, Daniel Franssen, les a inculpés mais ne les a pas mis sous mandat d'arrêt en avril 2005.

Mesut Sen, Belge d'origine turque, était parti en Afghanistan à l'âge de 19 ans, en novembre 2000, à l'instigation d'un imam radical. Il venait de terminer des études d'électronique à l'institut Don Bosco. Il avait été appréhendé au Pakistan par les troupes américaines, en possession d'un billet d'Al Qaida appelant à commettre des attentats, et muni d'une montre de marque Casio généralement utilisée, selon l'accusation américaine, par les membres de cette organisation pour confectionner des bombes artisanales.

Moussa Zemmouri, Belge d'origine marocaine habitant à Hoboken, aurait rencontré aux Pays-Bas les recruteurs d'Al Qaida, qui l'ont convaincu de partir en Afghanistan, en 2000 également. Son frère Ahmed est suspecté de liens avec les membres du GICM (Groupe Islamique Combattant Marocain), à l'origine des attentats de Madrid, qui aurait également été en contact avec un membre d'Al Qaida nommé Mohammed Saber.

Les procès-verbaux des interrogatoires de ces deux suspects ont été publiés sur le site du Département de la Défense américain en mars 2006, suite à une décision de justice. Selon leur avocat, Me Eric Van der Mussele, l'instruction belge serait pour ainsi dire clôturée et le dossier devrait être renvoyé au Parquet pour réquisitions finales courant juillet 2006. Entre-temps, les intéressés et leur conseil ne souhaitent pas s'exprimer en détail, ni sur les accusations de terrorisme dont ils sont l'objet (et qu'ils nient), ni sur les conditions de détention à Guantanamo, ni sur les conditions dans lesquelles les interrogatoires américains ont été effectués. On peut cependant s'en faire une idée générale sur le site [www.cageprisoners.com](http://www.cageprisoners.com).

## 8. Madame Vinck et Monsieur Sayadi – la mort civile jusqu'à quand ?

### 1. La lutte contre le terrorisme ne peut tout justifier

Une plainte contre la Belgique déposée, devant le Comité des Droits de l'Homme des Nations Unies, par Monsieur Nabil Sayadi et Madame Patricia Vinck et rédigée par leur conseil juridique, Georges-Henri Beauthier, a été enregistrée, en date du 10 mai 2006, par ce Comité dont le siège est à Genève.

Pour rappel, une instruction pénale en date du 3 septembre 2002, a été ouverte, à la demande du ministère public belge et à l'encontre de Monsieur Nabil Sayadi et Madame Patricia Vinck. Cette instruction a été ouverte sur le fondement des Résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies 1267(1999)<sup>2</sup>, 1333(2000), 1390(2002) et 1455(2003) et du Règlement du Conseil de l'Union Européenne 881/2002<sup>3</sup>, visant au blocage des avoirs financiers et économiques et à une interdiction des déplacements contre les personnes et entités associées à Oussama Ben Laden, Al-Qaida ou les Talibans.

Eu égard à l'information fournie en novembre 2002 par l'Etat belge, au Comité des sanctions des Nations Unies, selon laquelle Monsieur Nabil Sayadi et Madame Patricia Vinck étaient respectivement directeur et secrétaire de l'association *Fondation Secours Mondial* (FSM), « branche européenne » de l'association américaine Global Relief Fondation (GRF) inscrite sur la liste, les noms des plaignants ont été inscrits successivement sur les listes annexées à la Résolution du Conseil de Sécurité (le 23 janvier 2003)<sup>4</sup>, au Règlement du Conseil de l'Union Européenne (le 27 janvier 2003) et à un arrêté ministériel belge (le 31 janvier 2003)<sup>5</sup>, sans que les plaignants ne puissent avoir accès aux « informations pertinentes » justifiant une telle inscription.

Alors que Monsieur Nabil Sayadi et Madame Patricia Vinck, parents de quatre enfants, n'ont subi aucune condamnation, ni fait l'objet d'aucune poursuite, leur casier judiciaire étant vierge, tous leurs avoirs financiers ont été bloqués suite à cette inscription, ce qui les empêche, depuis bientôt quatre ans de travailler, de voyager, d'accomplir des mouvements de fonds, de bénéficier d'une carte bancaire, de recevoir une lettre recommandée sans qu'elle soit ouverte, de recevoir des rémunérations ou honoraires et de faire face à toute dépense qu'impose une vie familiale ; en bref de mener une vie digne et décente.

---

<sup>2</sup> Résolution 1267 (1999) du Conseil de Sécurité des Nations Unies portant création du Comité des sanctions des Nations Unies.

<sup>3</sup> Règlement (CE) n°881/2002 du Conseil de l'Union européenne du 27 mai 2002 instituant certaines mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes et entités liées à Oussama Ben Laden, au réseau Al-Qaida et aux Talibans, et abrogeant le Règlement (CE) n°467/2001 du Conseil interdisant l'exportation de certaines marchandises et de certains services vers l'Afghanistan, renforçant l'interdiction des vols et étendant le gel des fonds et autres ressources financières décidée à l'encontre des Talibans d'Afghanistan.

<sup>4</sup> Règlement (CE) n°145/2003 de la Commission de l'Union européenne du 27 janvier 2003 modifiant pour la neuvième fois le Règlement (CE) n°881/2002 du Conseil de l'Union européenne du 27 mai 2002 instituant certaines mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes et entités liées à Oussama Ben Laden, au réseau Al-Qaida et aux Talibans, et abrogeant le Règlement (CE) n°467/2001 du Conseil.

<sup>5</sup> La mise en œuvre des dispositions de droit international et communautaire est en effet assurée, en droit belge, par les lois du 11 mai 1985 et 3 mai 2003, l'arrêté royal du 17 février 2000 et divers arrêtés ministériels d'exécution.

En réaction à l'instruction engagée contre eux et aux mises à jour visant à mentionner leurs identités sur la liste établie par le Comité des sanctions, Monsieur Nabil Sayadi et Madame Patricia Vinck ont procédé à diverses demandes écrites auprès des ministres et Premier Ministre belges, des autorités européennes, des Nations Unies et des juridictions civiles belges.

Face aux refus de prise en compte de leur demande, émanant des instances nationales et communautaires et à la situation de non-droit dans laquelle se trouvaient Monsieur Nabil Sayadi et Madame Patricia Vinck, le couple a obtenu du Tribunal de Première Instance de Bruxelles, le 11 février 2005, la condamnation de l'Etat belge à entamer la procédure de radiation de leurs identités devant le Comité de sanctions des Nations Unies<sup>6</sup>. L'Etat belge, n'ayant pas déclenché la procédure de radiation, a donc vu sa responsabilité retenue. Le tribunal a condamné l'Etat belge « *à demander sous le bénéfice de l'urgence au Comité des sanctions des Nations Unies de radier les noms des demandeurs de la liste et d'en communiquer la preuve aux demandeurs, à peine d'une astreinte de 250 euros par jour de retard, à compter de l'expiration du délai de 30 jours à partir de la signification du présent jugement* ».

Venant également confirmé la non-culpabilité des plaignants, la Chambre du Conseil du Tribunal de Première Instance de Bruxelles a, par ordonnance du 19 décembre 2005, déclaré le non-lieu suite à plus de trois ans d'instruction pénale menée par les juges Vandermeersch puis Quintin<sup>7</sup>.

Ces deux décisions, l'une civile, l'autre pénale, n'ont pas été frappées d'appel et sont aujourd'hui définitives.

A ce jour, c'est-à-dire plus d'un an après la condamnation de la Belgique, aucune décision n'a été prise par le Comité des Sanctions en raison de la résistance de certains de ses membres, notamment les Etats Unis et de l'impuissance du Gouvernement belge, à la demande duquel les inscriptions ont été effectuées.

## **2. La recherche malaisée de voies de droit**

Comment réagir face à cette mise à néant des droits civils de citoyens belges oeuvrant pour que s'améliorent les conditions de vie d'autrui et dont le travail avait été salué comme tel<sup>8</sup>, tandis que toutes les voies de recours ont été épuisées en Belgique ?

- Tenter une action à l'encontre de ces Etats qui bloquent, illégitimement et impunément, la mise en œuvre de textes internationaux dont ils ne ratifient pas les Protocoles permettant l'exercice de voies de recours ?

- Engager une longue et coûteuse procédure devant le Tribunal de Première Instance des Communautés Européennes pour voir rayer les noms des personnes en cause, au risque de se voir opposer l'incompétence des instances communautaires à l'égard d'une liste établie par les Nations Unies ?

---

6 Jugement du Tribunal de Première Instance de Bruxelles du 11 février 2005, signifié à l'Etat belge.

7 Ordonnance de la Chambre du Conseil du Tribunal de Première Instance de Bruxelles du 19 décembre 2005.

8 Courrier datant du 13 juin 2000 du ministère des Finances relatif à l'agrément de l'association FSM et demande d'agrément en date du 28 août 1998, relatant les activités de la Fondation depuis sa création en 1995.

- Déposer une plainte auprès du Comité des Droits de l'Homme afin de faire établir la violation par l'Etat belge du Pacte International des Droits Civils et Politiques ?

C'est cette troisième option qui a été choisie par Monsieur Nabil Sayadi et Madame Patricia Vinck, d'autant qu'au mois de septembre 2003, le Conseil de l'Union européenne et le Président de la Commission européenne et au mois de novembre 2003, le Secrétaire général des Nations Unies avaient également tous reçu une demande de suppression des noms des plaignants de la liste du Comité des sanctions, sans y réserver la suite demandée.

### **3. Des violations formelles et matérielles des droits de l'Homme**

La plainte déposée auprès du Comité, le 14 mars 2006, établit une longue liste de droits fondamentaux atteints et bafoués par des Etats qui, de près ou de loin, participent à ce processus consistant à inventorier des noms, cela indépendamment de toute prise en considération des vies humaines sacrifiées sous l'effet de sanctions disproportionnées et sans la moindre garantie.

Monsieur Nabil Sayadi et Madame Patricia Vinck ont été inscrits sur une liste et leurs avoirs gelés sans qu'aucun tribunal ne se prononce sur leur sort. Il est certain que le caractère « administratif et provisoire » de ces mesures présentées comme telles par le gouvernement belge ou les instances internationales ne peut suffire à masquer l'équivalence avec des sanctions pénales et justifier l'absence d'intervention du pouvoir judiciaire en violation du **droit d'accès à la justice**, ainsi que l'application prolongée de telle sanctions, qui, depuis janvier 2003 et malgré le jugement civil et l'ordonnance pénale, ne sont toujours pas levées.

Par une proposition d'inscription prématurée et injustifiée, renforcée par le refus de l'Etat belge d'actionner la procédure de radiation tant que l'instruction ne serait pas close, la Belgique fait aussi prévaloir la preuve de l'absence de culpabilité sur la **présomption d'innocence** des plaignants, ce qui est inadmissible de la part d'un Etat de droit.

En méconnaissance des **garanties formelles** devant présider à tout procès, l'absence de transparence à l'égard de Monsieur Nabil Sayadi et Madame Patricia Vinck s'est manifestée non seulement par l'inexistence de toute information officielle ou avertissement des sanctions prises à leur encontre (état de fait que le Ministre belge de la Justice n'a pas nié), mais aussi par le non-respect par l'Etat belge de la clause humanitaire prévue à l'article 1 de la Résolution 1452 du Conseil de Sécurité, prévoyant que le gel des avoirs ne s'applique pas aux fonds et autres actifs financiers ou ressources économiques nécessaires pour les dépenses de base.

Aux violations formelles, s'ajoutent des **violations matérielles**. Monsieur Sayadi et Madame Vinck sont tous deux de nationalité belge, domiciliés sur le territoire belge et ne peuvent aujourd'hui plus voyager librement et donc sortir de Belgique. Le couple ne peut, par ailleurs, répondre aux offres d'embauche qu'il reçoit.

Faisant l'objet d'immixtions arbitraires dans leur vie privée, les plaignants voient leurs coordonnées complètes livrées au tout venant par leur inscription sur la liste du Comité des sanctions. La réputation de Monsieur Sayadi a été à ce point mise en doute et bafouée qu'il a fait l'objet d'un licenciement. De nombreuses affaires personnelles de la famille ont aussi été saisies sans qu'à ce jour, elles lui aient été restituées par les services de police.

Enfin, **la liberté de pensée et de religion, le droit de s'associer librement et le droit de mener sa propre vie culturelle, en tant minorité religieuse**, font l'objet de violations par l'Etat belge, qui met de façon manifeste un frein à la constitution de groupements associatifs de religion musulmane ayant pour but le financement de projets humanitaires dans diverses régions du monde. Le couple Sayadi-Vinck est empêché, par la faute de l'Etat belge, de pratiquer son culte, notamment par l'élaboration et le financement de projets destinés à améliorer les conditions de vie d'autres pratiquants de la religion musulmane. Il est certain que les plaignants sont touchés dans leur croyance même, qu'ils se sentent jugés avant tout en tant que musulmans et non comme citoyens belges et en l'absence de conformité aux procédures légales.

Au nom du prétexte détourné et insatiable de la lutte contre le terrorisme, la stigmatisation faite autour de l'Islam se conclut par des amalgames et confusions telles que des citoyens belges, oeuvrant pour des missions caritatives par le biais d'une fondation agréée par le ministère des Finances belge depuis sa création, se retrouvent démunis de tous droits civils.

Les seules restrictions admises aux droits protégés par les conventions protectrices des droits de l'Homme sont celles nécessaires dans une société démocratique. Or c'est l'effet inverse qui se produit actuellement et qui a pour conséquence de remettre en cause les principes de base de toute société démocratique, celui notamment de la **séparation des pouvoirs et de l'égalité devant la justice et la loi**.

#### **4. Une première avancée du Comité des Droits de l'Homme**

Le Comité des Droits de l'Homme a fait part, en date du 10 mai 2006, de sa décision d'enregistrer la plainte déposée par Monsieur Sayadi et Madame Vinck mais uniquement à l'encontre de la Belgique.

Le Comité mentionne premièrement qu'il n'est pas possible de déposer plainte à l'encontre d'Etats membres du Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques qui n'ont pas accepté la compétence du Comité des Droits de l'Homme pour examiner les communications individuelles, ce qui est le cas par exemple des Etats-Unis.

Et deuxièmement pour les Etats qui auraient effectivement ratifié le Protocole facultatif, la plainte n'est recevable qu'à condition que toutes les voies de recours aient été épuisées dans chacun de ces Etats. Est-ce imaginable pour ce couple, d'entamer des procédures dans une dizaine de pays dans lesquels ils ne peuvent se rendre, et de déposer des recours alors qu'ils n'ont aucun lien avec ces Etats ?

La voie ouverte est donc très étroite et lente. Il faut à présent attendre les décisions de recevabilité et de fond concernant le recours déposé à l'encontre de la Belgique, qui est aujourd'hui priée par le Comité de fournir dans les six mois tous renseignements se rapportant à cette plainte.

## 9. Het Proces van de vermeende DHKP/C-militanten en leden te Brugge

- In de maand januari 2006 werd voor de Correctionele Rechtbank te Brugge het proces gevoerd van 11 (vermeende) leden of sympathisanten van de Turkse linkse DHKP/C-beweging.

Over het algemeen is dit proces bekend als het proces Erdal, naar de naam van de meest bekende beklaagde. In feite speelde Fehriye Erdal slechts een marginale rol in het proces te Brugge.

Tijdens het proces werd tegen 2 van de 11 beklaagden toepassing gevraagd van de artikelen 139 en volgende van het strafwetboek, die werden ingevoegd door de wet van 19.12.2003 die op haar beurt een omzetting was in het Belgisch recht van een kaderbesluit van de Europese Unie van 13 juni 2002 inzake terrorismebestrijding, waarbij de lidstaten verplicht werden in hun strafwetboek specifieke bepalingen in te voeren met betrekking tot terroristische misdrijven.

De zaak voor de Correctionele Rechtbank te Brugge tegen de vermeende DHKP/C – leden of sympathisanten was de eerste toepassing in België van de nieuwe bepalingen ingevoegd in 2003, zelfs indien het proces in Brugge parallel liep in de tijd met het proces tegen de vermeende GICM-leden of sympathisanten dat werd gevoerd voor de Correctionele Rechtbank te Brussel.

Op het moment van publicatie van dit voorrapport is het proces tegen de DHKP/C nog aanhangig voor het Hof van Beroep te Gent ten gevolge van hogere beroepen ingesteld door sommige beklaagden en door het Openbaar Ministerie.

De Correctionele Rechtbank te Brugge sprak zware straffen uit in dit proces. Eén beklaagde werd veroordeeld als leidende figuur van een terroristische groep tot 6 jaar gevangenisstraf en een andere tot 4 jaar wegens lidmaatschap.

De overige beklaagden werden niet vervolgd op grond van de wet van 2003, aangezien zij geen enkele aanwijsbare activiteit hadden na het in werking treden van de artikelen van het strafwetboek met betrekking tot de terroristische misdrijven. Ze werden echter allen wel vervolgd wegens het deel uitmaken van een vereniging van misdadigers met het oog op het plegen van aanslagen op personen en eigendommen en in de dagvaarding werd gepreciseerd dat het meer bepaald ging om *“aanslagen tegen belangen van de Turkse staat”*. Deze kwalificatie met betrekking tot de vereniging van misdadigers werd voor alle veroordeelde beklaagden weerhouden. Het Openbaar Ministerie stelde zeer duidelijk dat de kwalificatie met betrekking tot de vereniging van misdadigers diende beschouwd te worden als volledig parallel lopend met betrekking tot de terroristische organisatie, maar voegde eraan toe dat uiteraard de strafwet niet met terugwerkende kracht kon toegepast worden, zodat voor de periode vóór 2003 gebruik werd gemaakt van de kwalificatie vereniging van misdadigers om daden van dezelfde aard te vervolgen.

- De feiten in de zaak gingen terug op de ontdekking op 26 september 1999 in Knokke van een appartement waar zich vermeende militanten en leden van de DHKP/C zouden opgehouden hebben en waar in hoofdzaak een zeer uitgebreid archief van deze beweging werd aangetroffen, enkele handvuurwapens en een ontstekingsmechanisme.

Het onderzoek toonde aan dat deze organisatie weliswaar in Turkije acties voert waarbij geweld wordt gebruikt en die de organisatie kwalificeert als “verzetsdaden tegen het Turkse fascistoïde regime”. Er werden echter geen aanwijzingen gevonden dat de organisatie als geheel of nog sterker één van de leden of vermeende leden en sympathisanten aangetroffen te Knokke betrokken zou zijn bij aanslagen gepleegd buiten het Turkse grondgebied of in welke mate dan ook de bedoeling zou gehad hebben dergelijke acties te plegen.

De vervolging was dan ook niet gesteund op deelname aan het plegen van terroristische misdrijven maar uitsluitend op het *“behoren tot een terroristische organisatie”* of, zoals hierboven uiteengezet voor diegenen die géén aanwijsbare activiteit hadden na 2003, op het *“behoren tot een vereniging van misdadigers met het oog op aanslagen gericht tegen de belangen van de Turkse staat”*.

Het proces heeft aanleiding gegeven tot een reeks verontrustende ontwikkelingen die wij hierna kort willen samenvatten:

### **1. De volledige uitholling van het begrip “politiek misdrijf”**

- Artikel 150 van de grondwet voorziet dat politieke misdrijven moeten voorgelegd worden aan een volksjury. De grondwetgever heeft een dergelijke garantie ingebouwd teneinde te vermijden dat gebruik zou gemaakt worden van strafrechterlijke vervolging om politieke opposanten te criminaliseren of ze met grotere strengheid te bejegenen dan misdadigers van gemeen recht. De grondwetgever is van oordeel geweest dat voor misdrijven van politieke aard bijkomende garanties dienden ingebouwd te worden onder de vorm van een volksjury die zich uitspreekt over schuld en strafmaat.
- De 11 beklaagden van het proces te Brugge hebben voor de correctionele rechtbank opgeworpen dat de vervolging door het parket in ieder geval in dergelijke termen gesteld was dat er geen enkele twijfel kon zijn over het politieke karakter van het misdrijf. In hoofdzaak werd er inderdaad verweten deel te hebben uitgemaakt van een vereniging die het oogmerk had aanslagen te plegen tegen de belangen van de Turkse staat. Het vonnis dat werd geveld door de Correctionele Rechtbank te Brugge is nog véél explicieter wanneer het uitdrukkelijk stelt dat het oogmerk van de vereniging waartoe de veroordeelde beklaagden zouden behoord hebben het omverwerpen van het Turkse staatsbestel was en het invoeren van een communistische staatsorganisatie. Nochtans verwierp de Correctionele Rechtbank te Brugge in een tussenvonnis de vraag van de beklaagden om de zaak verzonden te zien naar een assisenhof wegens het politiek karakter van de betichting.

Dit standpunt sluit aan bij de groeiende praktijk, die trouwens niet alleen in België wordt waargenomen, om vermeende terroristen niet te laten genieten van de garanties die de meeste nationale wetgevers of grondwetgevers hebben voorzien voor diegenen die zich moeten verantwoorden voor politieke misdrijven. De redenering daarbij is dat terrorisme geen politiek misdrijf kan zijn en als een misdrijf van gemeen recht moet behandeld worden. Deze tendens is uiteraard betwistbaar. En daarenboven moeilijk te begrijpen. Het staat een efficiënte repressie van terroristische daden helemaal niet in de weg om ze voor te leggen bijvoorbeeld aan een volksjury. De procedure is ongetwijfeld omslachtiger dan de procedure voor de Correctionele Rechtbank maar uit de zaak van de DHKP/C te Brugge waar het onderzoek sowieso lang geduurd heeft blijkt duidelijk dat het ook jaren duurt voor de Correctionele Rechtbanken een uitspraak kunnen vellen in dit soort zaken.

Het voornaamste probleem daarbij stelt zich trouwens niet in gevallen waarin de zaken duidelijk liggen en de betrokkenen of de organisatie waartoe zij behoren blinde terreur zou gepleegd hebben in Europa of elders. In dat geval zal een volksjury uiteraard net zo geneigd zijn om te veroordelen als ene beroepsrechter. Het probleem stelt zich wél in het geval waarin bewegingen stellen gewapende strijd te voeren tegen een regime dat zij als dictatoriaal of fascistisch bestempelen en dus de legitimiteit van het gericht gebruik van geweld naar voren schuiven? Dan bestaat het gevaar dat omwille van politieke, militaire of andere banden met deze regimes, afgesloten door het land dat de vervolging instelt, politieke en diplomatieke overwegingen op het proces gaan wegen. In dit geval is de garantie van berechting door een volksjury die precies niet onderhevig is aan dat soort van diplomatieke overwegingen, essentieel.

Het valt onmogelijk te betwisten dat met betrekking tot Turkije een dergelijke situatie bestaat. Turkije is een NAVO-bondgenoot en de Europese Unie heeft besloten om toetredingsgesprekken te beginnen met Turkije, anderzijds blijven de berichten over grootschalige en zéér fundamentele mensenrechtenschendingen met betrekking tot Turkije ook bestaan. De verleiding om de raison d'état te laten gelden in een dergelijk proces zijn uitermate groot en de garantie dat de schuldvraag en de straf behandeld worden door een volksjury is dan ook essentieel.

## **2. Naar de facto uitzonderingsrechtbanken ?**

- In het kader van het proces te Brugge heeft zich een tweede verontrustende ontwikkeling voorgedaan. Het heeft betrekking tot de samenstelling van de rechtbank. In heel wat landen worden processen met betrekking terroristische misdrijven behandeld voor uitzonderingsrechtbanken. Het kan gaan om volledig speciaal ingestelde rechtbanken of om gewone rechtbanken maar die in terrorisme-processen een speciale samenstelling krijgen.

De zaak te Brugge werd behandeld voor een Kamer van de gewone Correctionele Rechtbank en er kan dan ook niet gezegd worden dat een uitzonderingsrechtbank werd ingesteld in de enge zin van het woord. Nochtans zetelde de rechtbank wel in een andere dan haar gebruikelijke samenstelling. Merkwaardig daarbij is dat een rechter uit een ander arrondissement, Dendermonde, speciaal voor dit proces werd overgeheveld naar Brugge, waar hij als Kamervoorzitter fungeerde. De gebruikelijke Voorzitster van deze correctionele kamer fungeerde als bijzitster. Deze situatie was het gevolg van een beslissing genomen op 4 november 2005, vóór de aanvang van het proces, door de Voorzitter van het Hof van Beroep te Gent.

De beschikking van de Eerste Voorzitter van het Hof van Beroep van Gent geeft als wettelijke grondslag artikel 98 van het Gerechtelijk Wetboek aan, dat weliswaar toelaat (wanneer de behoeften van de dienst het rechtvaardigen) een rechter uit een ander arrondissement aan te wijzen om voor een bepaalde termijn te zetelen in een rechtbank.

De beklaagden in het proces te Brugge hebben in een procedure voor het Hof van Cassatie aangevoerd dat artikel 98 van het Gerechtelijk Wetboek weliswaar toelaat een rechter van de éne rechtbank naar de andere te delegeren, maar niet voor één bepaald proces en alleen onder de strikte voorwaarde dat de behoeften van de dienst dit verrechtvaardigen. Artikel 98 van het Gerechtelijk Wetboek werd door de wetgever ingevoerd om de efficiëntie van de hoven en de rechtbanken te bevorderen door een grotere mobiliteit in te voeren. Aangezien het Openbaar Ministerie advies geeft bij de tijdelijke overheveling van een rechter van de ene rechtbank naar de andere is het in

strijd zijn met de vereiste van onafhankelijkheid en onpartijdigheid van de rechtbank dat een rechter gedelegeerd wordt van één rechtbank naar de andere voor één welbepaalde zaak, terwijl het Openbaar Ministerie invloed op die beslissing zou kunnen uitoefenen en dus “zijn rechter” in zekere zin zou kunnen “kiezen”.

- De aanstelling van de Heer Troch als voorzitter van de kamer die in Brugge kennis moest nemen van de DHKP/C zaak heeft trouwens ook aanleiding gegeven tot een zekere malaise binnen de rechterlijke macht en tot discussie in de pers. De Morgen publiceerde in zijn editie van 26 januari 2006 een artikel waarin gesteld wordt dat de Heer Troch als vroegere voorzitter van het Comité P de kritieken op de illegale politiepraktijken in het kader van de zogenaamde Operatie Rebel in de kiem zou gesmoord hebben. De Operatie Rebel werd gevoerd op het einde van de jaren '90 en had tot doel der Turkse gemeenschap in België te onderwerpen aan een systematische screening. Het spreekt vanzelf dat een dergelijke situatie des te delicates is wanneer het gaat om een proces dat gevoerd wordt tegen personen die bekend staan als opposant tegen het Turkse regime.

In een ander artikel in dezelfde krant van dezelfde dag wordt gesteld dat de aanstelling van rechter Troch als kamervoorzitter te Brugge door sommigen aanzien wordt als een partijpolitieke ingreep die tot doel had te waarborgen dat de parketmagistraat (die van dezelfde politieke familie zou zijn) geen gezichtsverlies zou lijden in dit proces. In juristenkringen wekte de aanstelling van de Heer Troch ook een zekere malaise : de Juristenkrant van februari 2006 publiceerde een artikel in de rubriek De Wandelgangen waarin gesteld wordt dat verschillende magistraten aan de redactie van het blad hadden gezegd dat de detachering van de Heer Troch juridisch moeilijk te verantwoorden was en dat een internet-discussiegroep van magistraten die hierover onderling van gedachten wisselden werd afgeblokt door de Voorzitter van de Rechtbank van 1<sup>e</sup> aanleg te Gent.

- De beslissing van de Eerste Voorzitter van het Hof van Beroep te Gent om de Heer Troch aan te stellen als kamervoorzitter alléén voor het proces van de DHKP/C-militanten en leden was bijzonder summier gemotiveerd en elke navolgende poging om klaarheid te krijgen met betrekking tot de werkelijke redenen van deze aanstelling stootte op een gebrek aan transparantie. Een verzoek van de beklaagden om de zaak te verwijzen naar een ander Hof van Beroep dan dat te Gent, precies omdat de omstreden aanstellingsbeslissing uitging van de korpschef van dit Hof, werd door het Hof van Cassatie verworpen met enerzijds het argument dat het Hof zich in deze fase van de procedure nog niet kan uitspreken over het wettig karakter van de detacheringsbeslissing en anderzijds dat het Hof zijn beslissing niet kan steunen op persberichten.
- Hoewel dus niet kan gesproken worden van een uitzonderingsrechtbank in de strikte zin van het woord werden de DHKP/C-beklaagden toch veroordeeld door een rechtbank die niet zetelde in haar gebruikelijke samenstelling en waarvan de samenstelling om onduidelijke redenen werd gewijzigd, precies voor dit proces alleen. Daarenboven stootte elke poging tot discussie of tot het bekomen van opheldering op een muur van stilte. Dergelijke ontwikkeling kan alleen als verontrustend bestempeld worden en zet de deur uiteraard open voor de facto uitzonderingsrechtbanken, zelfs indien deze niet uitdrukkelijk door de wet werden ingesteld.

### 3. De vage definitie van het begrip “terroristische misdrijven” en vooral van het “behoren tot een terroristische groep”

- In een annulatie-beroep, ingesteld door ondermeer de Liga's voor de Mensenrechten tegen de terrorismewet van december 2003 werd aangevoerd dat niet voldaan was aan het legaliteitsbeginsel omdat de definitie van de terroristische misdrijven en van het “behoren tot een terroristische groep” bijzonder vaag bleef. Er kan gesteld worden dat het proces te Brugge verder de problemen die zich stellen met betrekking tot dit soort van betichtingen voor het voetlicht heeft gebracht. Weliswaar werden de beklaagden in het proces te Brugge niet vervolgd voor het plegen van terroristische misdrijven omdat uit geen enkel element van het onderzoek gebleken is dat ze op welke manier dan ook bij het plegen van dergelijke misdrijven zouden betrokken zijn. Maar ze werden wel vervolgd wegens het behoren tot een vereniging van misdadigers die tot doel hadden het plegen van aanslagen op de belangen van de Turkse staat en -zoals hierboven uiteengezet- voor 2 onder hen wegens het “behoren tot een terroristische groep”, één beklaagde als leider, één als lid.
- Eerst en vooral dient vastgesteld te worden dat de Correctionele Rechtbank te Brugge hiermee een uiterst brede interpretatie geeft van het begrip “vereniging van misdadigers”. De wetgeving op de criminele organisaties (en later de wetgeving op de terroristische organisaties) werd precies ingevoerd onder meer met het argument dat de vereniging van misdadigers niet toeliet vervolgingen in te stellen tegen personen die zich slechts ingelaten hebben met legale activiteiten van een structuur die daarnaast criminele activiteiten heeft. Betreffende de vereniging van misdadigers diende aangetoond te worden dat de daden gesteld door de beklaagde hadden bijgedragen tot het tot stand komen van de criminele activiteiten van de vereniging. Met andere woorden een zekere band tussen de criminele activiteiten en de individuele beklaagde diende aangetoond te worden. Sommige beklaagden die terecht stonden te Brugge hadden geen andere band met welke feiten dan ook dan de vaststelling door de Rechtbank (die door sommige beklaagden ook nog betwist wordt) dat zij aanwezig waren geweest in het appartement te Knokke. Van géén van de beklaagden werd aangetoond dat zij de hand zouden gehad hebben in acties gevoerd tegen de Turkse staat, het weze direct of indirect. Van één van de beklaagden werd trouwens erkend dat hij nooit een voet in het appartement van Knokke gezet en dat hij zich uitsluitend had bezig gehouden met de activiteiten van een informatiebureau dat functioneerde te Brussel, perfect binnen de wettelijkheid. De activiteiten van dit informatiebureau bestonden eruit aan de pers en de publieke opinie inlichtingen te verstrekken met betrekking tot de politieke, economische en mensenrechtensituatie in Turkije. In dat verband werden ook persmededelingen van de DHKP/C, die werden opgesteld en verspreid vanuit Turkije, vertaald en ter beschikking van pers en publiek gesteld. Het Openbaar Ministerie stelt dat aangezien onder meer er persmededelingen werden vertaald en verspreid met betrekking tot acties waarbij geweld werd aangewend, de bepalingen die het “behoren tot een terroristische vereniging” strafbaar stellen hier van toepassing zouden zijn.

Een dergelijke brede definitie van de incriminatie met betrekking tot het behoren tot een terroristische groep laat uiteraard niet na een aantal problemen te stellen. De grens met datgene dat moet beschouwd worden als vrije meningsuiting en vrijheid van vereniging is op deze manier uitermate vaag geworden. Inlichtingen verstrekken over (of zelfs zijn steun uitspreken voor) daden gesteld in een derde land en waarbij geweld wordt gebruikt tegen een staat die een zéér scherpe onderdrukking voert tegen bepaalde bevolkingsgroepen, zou aldus als lidmaatschap van een terroristische organisatie kunnen geïnterpreteerd worden. De omstandigheid dat de wetgever niet duidelijk heeft afgebakend wat precies de constitutieve bestanddelen van het

“behoren tot een terroristische groep” zijn, en dat werd afgeweken van het principe dat geldt in het strafrecht dat een persoon slechts kan veroordeeld worden voor een daad wanneer hij daar rechtstreeks of onrechtstreeks heeft aan deelgenomen zet de deur open voor een willekeurige toepassing van de strafwet en het politieke gebruik ervan.

#### **4. Toepassing van de strafwet in de ruimte: naar een nieuwe universele jurisdictie ?**

- Het proces te Brugge stelt eveneens een probleem van toepassing van de strafwet in de ruimte. De traditionele benadering van het internationale recht is dat het strafgerecht van een derde land zich niet mengt in politieke conflicten die zich elders afspeelen. Met andere woorden: het Belgische strafgerecht kan zich niet inmengen in een politiek conflict in Turkije tenzij ofwel het conflict geëxporteerd wordt naar België in welk geval uiteraard het Belgische gerecht kan tussenkomen om strafdadn te beteugelen die zouden gepleegd worden op Belgisch grondgebied, en anderzijds wanneer in het kader van het conflict misdrijven zouden gepleegd worden die inbreuken zijn op het internationaal humanitair recht te weten oorlogsmisdrijven, genocide of misdaden tegen de menselijkheid. In dat laatste geval voorzien de Conventies van Genève, die deze misdrijven beteugelen, in een zogenaamde “universele jurisdictie” die aan alle landen van de wereld de verplichting oplegt dergelijke misdrijven te vervolgen waar ze ook begaan werden. Zoals geweten hebben de landen van Europa deze verplichting op een verschillende wijze doorgevoerd en vragen zij in min of meerdere mate toch dat er een band zou zijn met betrekking tot deze misdrijven met het land van vervolging.

Buiten deze allerzwaarste misdrijven van internationaal recht voorzien door de Conventies van Genève wordt dus in principe niet vervolgd voor een misdrijf gepleegd in het kader van een politieke actie op het grondgebied van een derde staat. Deze regel diende te vermijden dat het strafrecht zich moest begeven op het vlak van de diplomatie en de politieke relaties waarbij een land in de bedenkelijke situatie zou kunnen terechtkomen dat zijn strafgerecht in de balans zou moeten gaan wegen in een conflict van politieke aard in een derde land.

- In het kader van het proces te Brugge is er geen betwisting dat alleen in Turkije gebruik gemaakt is door leden van de DHKP/C stroming van (in hoofdzaak tegen staatsinstellingen gericht) geweld. Er werden geen aanslagen gepleegd of voorbereid buiten het Turkse grondgebied. Het gaat dus om misdrijven naar Turks recht, gepleegd in Turkije, door Turkse staatsburgers. Er is geen aanwijzing dat de personen die in België werden vervolgd op een strafbare wijze betrokken waren bij die misdrijven. In principe is het Belgisch gerecht niet bevoegd. Deze onbevoegdheid wordt echter “omzeild” door niet te vervolgen voor daden van deelname aan terroristische misdrijven maar wel omwille van het “behoren tot een terroristische organisatie”. Op die manier kan ook een persoon die volstrekt binnen de grenzen van de wettelijkheid steun verleent aan een strijdbeweging in ene derde land bestraft worden. Op die manier komt een nieuwe soort “universele jurisdictie” tot stand die de Belgische strafgerichten ertoe dwingt uitspraken te vellen i.v.m. soms zeer moeilijke politieke toestanden en de legitimiteit van het gebruik van geweld. Een dergelijke “universele jurisdictie” werd met opzet in het internationaal recht beperkt tot de misdaden tegen het internationaal humanitair recht dewelke een internationaal karakter vertonen. De praktijk van de vervolging van personen voor het louter behoren tot een groep die bepaalde daden zou stellen op het grondgebied van andere staten zonder dat betrokkenheid van de beklaagden bij die daden dient aangetoond te worden, doorbreekt dit principe van het internationaal recht.

## **5. Toepassing van de strafwet in de tijd: naar de retroactiviteit ?**

- De strafwet wordt in principe niet toegepast met terugwerkende kracht. De figuur van het “behoren tot een terroristische groep” geeft aan de strafwet een zekere terugwerkende kracht, tenminste indien de interpretatie gegeven door de Correctionele Rechtbank te Brugge in latere aanleggen zou bevestigd worden. Zo wordt ondermeer verwezen naar twee aanslagen waarvan beweerd wordt door het Openbaar Ministerie dat ze zouden gepleegd zijn door aanhangers van de voorganger van de DHKP/C, de organisatie Devrimci Sol. Het gaat om twee molotov cocktails die werden geworpen tegen Turkse instellingen in het begin van de jaren '90 (en die trouwens nauwelijks schade hebben veroorzaakt). Het Openbaar Ministerie toonde in de zaak van Brugge niet aan dat de beklaagden bij die feiten zouden betrokken zijn en zelfs niet dat ze op dat moment als politiek actief zouden geweest zijn. Toch worden deze feiten aangevoerd als een bewijs van het terroristisch karakter van de DHKP/C (of zijn voorganger meer bepaald) zodanig dat ze meespelen in de bewijslast inzake het feit dat de beklaagden behoorden tot een “terroristische organisatie”. Op die manier wordt toch een zekere terugwerkende kracht verleend aan de strafwet, in het bijzonder door de toepassing van de figuur van het behoren tot een terroristische vereniging aangezien feiten van jaren geleden kunnen meespelen inde beoordeling van de natuur van een vereniging.

## **6. Besluit**

Het proces tegen de DHKP/C militanten te Brugge toont aan dat een aparte strafrechterlijke benadering van terroristische misdrijven op gespannen voet staat met elementaire principes van het strafrecht die het evenwicht moeten garanderen tussen enerzijds een efficiënte bescherming van de burgers tegen misdrijven en anderzijds respect voor fundamentele rechten en bescherming tegen politiek misbruik van de strafwet ingegeven door de “raison d'état”.

De argumenten die worden aangevoerd om te verantwoorden dat terrorisme als aparte misdrijven moeten geïncrimineerd worden overtuigd niet. Het traditionele strafrecht stelt de deelname, direct of indirect op een door de wet bepaalde wijze, aan gewelddaden reeds strafbaar. Men heeft geen terrorismewetten nodig om individuen die betrokken zijn bij aanslagen in de metro van London of Spaanse treinen efficiënt te vervolgen.

De praktijk van het proces van de DHKP/C aanhangers te Brugge toont aan dat de speciale vermelding van “terroristische misdrijven” in het strafwetboek vooral toelaat om traditionele barrières opgeworpen in de strafwet om willekeur te voorkomen bijzonder elastisch kunnen toegepast worden of zelfs totaal doorbroken.

## **10. De lijst van ‘extremistische en terroristische groeperingen’ in Antwerpen**

### **1. Wie staat op de lijst?**

Op 6 mei 2005 onthulde de Gazet van Antwerpen de zogenaamde lijst van ‘extremistische en terroristische groeperingen’ in Antwerpen. De lijst is opgemaakt door de federale politie te Antwerpen.

De lijst van 24 bladzijden is ondergedeeldeeld in:

- A. Etnische groeperingen (Turken, Pakistanen, Nepalezen, Noord-Afrikanen, Tsjetsjenen, Afghanen, Irakezen, Iraniërs, Bangladeshi, Kosovaren/Albanezen, Serven).
- B. Belgische groeperingen (Dierenbevrijdingsorganisaties, Dierenrechtenorganisaties, Extreem Linkse organisaties, Anti-fascistische en anti-racistische organisaties, Anarchisten en autonomen, Pacifisten en Ecowarriors, Anti-oorlogscमितés en Anderglobalisten, Extreem-rechtse organisaties, Revisionimse/Negationisme, Vlaams Nationalisme, Motorbendes, Sekten).

In totaal bevat de lijst ongeveer 172 verenigingen of organisaties met de adressen van ‘trefplaatsen’, tientalle namen van personen met vermelding van naam, toenaam, gsm-nummer, adres. Verder: politieke, etnische en religieuze gegevens; structuren en verantwoordelijken van organisaties; plaatsen en tijdstippen van vergaderingen; kringen van zogenaamde deelorganisaties, onderafdelingen, publicaties, uitgeverijen, drukkerijen, studiecentra, websites, mobilisatiecapaciteit, internationale relaties...

De etnische groeperingen maken 1/3<sup>de</sup> uit van de lijst. Een aantal overkoepelende organisaties van migranten (ondermeer VZW Vereniging van Turkse Arbeiders, VZW Unie van Moskeeën en Islamitische Verenigingen van Antwerpen (UMIVA) ), staan op de lijst.

Onder de Belgische groeperingen valt de aandacht op voor zogenaamd extreem-links (20% van de lijst). Op de lijst komen ondermeer voor: Gaia, Het Masereelfonds, de PvdA, Geneeskunde voor het Volk, uitgeverij Epo, Indymedia, het Anti-Fascistisch front, het Humanistisch Verbond, vredesorganisatie VAKA, Attac, VZW Vrede, Forum voor Vredesactie, Bond Beter Leefmilieu, Voorpost, Taalaktiecomité (Tak) Were Di, Marnixring, Vlaams Belang, Davidsfonds, Algemeen Nederlands Zangverbond, Hare Krishna,...

### **2. Reacties**

De onthulling van de lijst heeft vanuit diverse hoeken geleid tot protest. Er werden vragen gesteld naar de juridische basis waarop de federale politie de lijst bijhield en dus naar het wettelijk karakter ervan. Er werd kritiek gemaakt op het feit dat onder de vlag van de strijd tegen het terrorisme een zeer ruim beleid van verdachtmaking en criminalisering van politieke en sociale meningen en acties werd gevoerd; dat in een stad van 425.000 inwoners een zo breed scala van legale en openlijk actieve verenigingen als ‘extremistisch en terroristisch’ worden geblacklist.

Enkele organisaties en individuen (VZW Unie van Moskeeën en Islamitische Verenigingen van Antwerpen, VZW Humanistisch Verbond, vier advocaten van Progress Lawyers Network Antwerpen...) dienden klacht met burgerlijke partijstelling in bij de onderzoeksrechter te Antwerpen. De klacht werd neergelegd tegen niet nader gekende medewerkers van de

federale politie; in de klacht werd aangeduid dat verschillende elementen wijzen in de richting van welbepaalde medewerkers van de GDA Antwerpen.

De klagers menen dat de lijst een schending betekent van:

1. artikel 151 van de Strafwet dat bepaalt dat leden van de openbare macht zoals politiemensen zich bij de uitoefening van hun functie moeten onthouden van daden van willekeur op de door de grondwet gewaarborgde rechten en vrijheden;
2. schending van de privacywet van 8 december 1992, die het inwinnen en verwerken van gevoelige informatie (over etnische afkomst, politieke opvattingen, levensbeschouwing...) verbiedt, ook aan de politiediensten; een Koninklijk Besluit dat een afwijking van deze wettelijke regeling door de politiediensten zou mogelijk maken is er niet.
3. laster en eerroof (artikel 443 Strafwet);
4. schending beroepsgeheim (artikel 458 Strafwet).

Deze klachten zijn één jaar later nog steeds in onderzoek.

### **3. Bedenkingen**

-Er is (in tegenstelling tot de veiligheidsdiensten) geen wettelijke basis die de politiediensten toelaat dergelijke informatie in te zamelen en er lijsten van aan te leggen.

-De lijst is dermate ruim dat elke opinie en organisatie die niet in de mainstream valt er in ondergebracht wordt. Dit heeft niets vandoen met de strijd tegen het terrorisme.

-Terrorisme en extremisme worden in éénzelfde schema gevat. Zo glijdt de strijd tegen het terrorisme af naar het criminaliseren van elke dissidente opinie of organisatie. Extremisme is bovendien een zeer relatief en vaag begrip en wordt in wezen bepaald door de eigen positie van wie het begrip hanteert.

-De lijst is een ernstige inbreuk op de vrijheden (organisatie, meningsuiting, verbod op discriminatie van ideologische en filosofische minderheden...) die in de grondwet en internationale mensenrechtenconventies ingeschreven zijn. Het loutere feit dat een organisatie op de lijst met een dergelijke kwalificatie voorkomt schrikt af om in het kader van die organisatie een activiteit te ontplooiën of een opinie te uiten, of om aan te sluiten bij dit soort organisaties.

-De privacy van een groot aantal burgers is duidelijk in het gedrang gekomen.

-Het ruime focussen op etnische groeperingen doet vragen rijzen bij het verbod op racisme en discriminatie.

### **4. Aanbevelingen**

1. De federale politie dient openlijk te bevestigen dat de Antwerpse lijst niet meer wordt gebruikt en dat de uitgelekte lijst vernietigd werd.

2. De Ministers verantwoordelijk voor de politiediensten (Minister van Binnenlandse Zaken en Minister van Justitie) dienen na te gaan hoe de lijst is tot stand gekomen, hoe hij aangewend werd en of hij al of niet vernietigd werd, en hierover openlijk te berichten.

3. Het gerechtelijk onderzoek op basis van de klachten met burgerlijke partijstelling dient grondig en snel te geschieden.

## 11. Les listes de personnes et entités terroristes

### I. Les listes mises en place par l'ONU

Ce ne sont pas les attentats du 11 septembre 2001 qui ont engendré le mécanisme des listes, même si leur usage a été considérablement étendu suite à ceux-ci. Dès le 15 octobre 1999, le Conseil de sécurité des Nations unies adoptait la résolution 1267(1999)<sup>9</sup>, qui dispose que tous les États devront, notamment, « *geler les fonds et autres ressources financières, tirés notamment de biens appartenant aux Taliban ou contrôlés directement ou indirectement par eux, ou appartenant à, ou contrôlés par, toute entreprise appartenant aux Taliban ou contrôlée par les Taliban, tels qu'identifiés par le comité créé en application du paragraphe 6 ci-après, et veiller à ce que ni les fonds ou autres ressources financières en question ni tous autres fonds ou ressources financières ainsi identifiés ne soient mis à la disposition ou utilisés au bénéfice des Taliban ou de toute entreprise leur appartenant ou contrôlée directement ou indirectement par les Taliban, que ce soit par leurs nationaux ou par toute autre personne se trouvant sur leur territoire, à moins que le comité n'ait donné une autorisation contraire, au cas par cas, pour des motifs humanitaires* ». En 2000, les sanctions s'appliqueront aussi à l'entourage d'Oussama Ben Laden et d'Al-Qaida<sup>10</sup>.

C'est un « comité des sanctions », mis en place par la même résolution, composé de tous les membres du Conseil de sécurité qui a la compétence notamment d'identifier les fonds ou autres ressources financières visés et d'examiner les demandes de dérogation humanitaires.

Ce comité des sanctions, organe composé de diplomates (donc dépendants du pouvoir exécutif) représentant les états membres du Conseil de Sécurité, met régulièrement à jour la liste des personnes à qui doit s'appliquer le gel des fonds. Le 8 mars 2001, le comité des sanctions a publié une première liste consolidée des personnes et entités devant être soumises au gel des fonds. Cette liste a été modifiée et complétée à diverses reprises depuis lors. Les mesures sont adoptées pour une période de 12 mois, période qui peut être renouvelée sans limite par le Conseil de Sécurité.

L'Union européenne, ainsi que ses états membres, a l'obligation d'appliquer les décisions du conseil de sécurité<sup>11</sup> de l'ONU et le fait à travers des positions communes<sup>12</sup>, des règlements du conseil<sup>13</sup> et des règlements de la Commission<sup>14</sup>. Dans ce cadre, les institutions

<sup>9</sup> Résolution 1267 (1999) du Conseil de Sécurité des Nations Unies portant création du Comité des sanctions des Nations Unies.

<sup>10</sup> Résolutions : 1333(2000), 1390(2002) et 1455(2003).

<sup>11</sup> Article 11, paragraphe 1, du traité UE combiné à l'article 103 de la charte des Nations unies qui prévoit que « *en cas de conflit entre les obligations des membres des Nations Unies en vertu de la présente charte et leurs obligations en vertu de tout autre accord international, les premières prévaudront* ».

<sup>12</sup> Par exemple, la position commune 2001/154/PESC du 26 février 2001 concernant des mesures restrictives supplémentaires à l'encontre des Taliban et modifiant la position commune 96/746/PESC (JO L 57, p. 1), la position commune 2002/402/PESC du 27 mai 2002 concernant des mesures restrictives à l'encontre d'Oussama Ben Laden, des membres de l'organisation Al-Qaida ainsi que des Taliban et autres personnes, groupes, entreprises et entités associés, et abrogeant les positions communes 96/746, 1999/727, 2001/154 et 2001/771/PESC (JO L 139, p. 4).

<sup>13</sup> Règlement (CE) n°881/2002 du Conseil de l'Union européenne du 27 mai 2002 instituant certaines mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes et entités liées à Oussama Ben Laden, au réseau Al-Qaida et aux Taliban, et abrogeant le Règlement (CE) n°467/2001 du Conseil interdisant l'exportation de certaines marchandises et de certains services vers l'Afghanistan, renforçant l'interdiction des vols et étendant le gel des

communautaires et les 25 états membres n'ont aucune marge de manœuvre, ils ne font que reprendre, dans des instruments communautaires et nationaux, la liste établie par le comité des sanctions de l'ONU<sup>15</sup>.

## **II. Les listes mises en place par le Conseil de l'Union européenne**

L'Union européenne a mis en place ses propres mécanismes de listes de gels des fonds. Deux types d'instruments légaux ont été choisis pour cela : une Position commune du Conseil du 27 décembre 2001 relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme<sup>16</sup> d'une part (avec une liste en annexe comportant une série de noms de personnes et d'entités originaires de l'Union) et un Règlement (CE) n° 2580/2001 du Conseil du 27 décembre 2001 concernant l'adoption de mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme<sup>17</sup> d'autre part.

Aucun contrôle juridictionnel n'est prévu pour les listes adoptées sous forme de position commune. La liste établie par règlement peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal de Première Instance des Communautés européennes établi à Luxembourg. Plusieurs recours ont été introduits.

A ce jour, le Tribunal ne s'est prononcé que dans des cas où le nom de la personne figurait déjà sur la liste établie par le Conseil de Sécurité. Le Tribunal a rejeté les recours dans ces cas (voir plus loin).

Plusieurs recours sont toujours pendants, introduits par des personnes ou des organisations qui ne figurent pas sur la liste du Conseil de Sécurité et qui ont donc été repris sur la liste par une décision « autonome » du Conseil des Ministres de l'Union européenne. Jusqu'à ce jour, le Tribunal n'a pas encore rendu de décision pour les cas de cette nature.

---

fonds et autres ressources financières décidée à l'encontre des Taliban d'Afghanistan ; Règlement (CE) n° 467/2001 interdisant l'exportation de certaines marchandises et de certains services vers l'Afghanistan, renforçant l'interdiction des vols et étendant le gel des fonds et autres ressources financières décidés à l'encontre des Taliban d'Afghanistan, et abrogeant le règlement n° 337/2000 (JO L 67, p. 1) ; règlement (CE) n° 881/2002 instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités liées à Oussama Ben Laden, au réseau Al-Qaida et aux Taliban, et abrogeant le règlement n° 467/2001 (JO L 139, p. 9).

<sup>14</sup> Par exemple : règlement (CE) n° 2199/2001 de la Commission, du 12 novembre 2001, modifiant, pour la quatrième fois, le règlement n° 467/2001 (JO L 295, p. 16).

<sup>15</sup> D'après la Cour de justice des communautés européennes, « *la compétence des institutions communautaires en la matière est liée et (...) ces institutions ne disposent d'aucun pouvoir discrétionnaire autonome ni d'aucune marge d'appréciation (...), elles ne peuvent dès lors ni modifier le contenu de ces résolutions ni mettre en place des mécanismes susceptibles de donner lieu à une modification de leur contenu et, (...) tout autre accord international ou règle de droit interne susceptibles de faire obstacle à cette mise en œuvre [doit] être écarté* », CJCE, arrêt n° T-306/01, Ahmed Ali Yusuf et Al Barakaat International Foundation c. Conseil et Commission, du 21 septembre 2005, point 206. <http://curia.eu.int/jurisp/cgi-bin/form.pl?lang=fr&Submit=Rechercher&alldocs=alldocs&docj=docj&docop=docop&docor=docor&docjo=docjo&numaff=&datefs=&datefe=&nomusuel=yusuf&domaine=&mots=&resmax=100>.

<sup>16</sup> (2001/931/PESC) JO L 344 du 28.12.2001

<sup>17</sup> JO L 344 du 28.12.2001

### **III. Application de ces mesures par la Belgique**

En Belgique, la matière est régie par l'Arrêté royal relatif aux mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme du 2 mai 2002, entré en vigueur avec effet rétroactif à partir du 28 décembre 2001<sup>18</sup>.

L'article 1er de cet Arrêté royal rend applicable en Belgique tous les types de listes, qu'elles soient établies par le Conseil de Sécurité ou l'Union européenne : « *Les fonds, les autres avoirs financiers ou ressources économiques des personnes et entités qui commettent ou tentent de commettre des actes de terrorisme, les facilitent ou y participent, reprises dans des listes établies par décision selon le règlement européen pris sur base de la résolution 1373 (2001) adoptée par le Conseil de Sécurité des Nations unies le 28 septembre 2001, ainsi que les services financiers ou autres services connexes fournis en faveur de ces personnes et entités, sont réglés selon les dispositions du Règlement européen (CE) n° 2580/2001 du Conseil du 27 décembre 2001 concernant l'adoption de mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, pris sur base de la résolution 1373 (2001) adoptée par le Conseil de Sécurité des Nations unies le 28 septembre 2001.* »

Les infractions aux mesures imposées sont punies d'un emprisonnement de huit jours à cinq ans et d'une amende de mille à un million de francs en vertu de l'art. 4 de la loi du 11 mai 1995 relative à la mise en œuvre des décisions du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies.

A notre connaissance la seule contestation qui a été soumise à un tribunal belge contre une mise en application de ces listes concerne l'affaire Sayadi-Vincke.

### **IV. Une procédure secrète qui bafoue toutes les garanties fondamentales**

Dans le cadre de la lutte antiterroriste, l'ONU et l'Union européenne utilisent contre des individus un procédé en réalité conçu pour adopter unilatéralement des sanctions contre des Etats dans le cadre d'une politique étrangère, diplomatique ou commerciale (boycott, etc.)<sup>19</sup>. Par la suite, dans le courant des années 90, les sanctions sont devenues « intelligentes » (« smart sanctions »), c'est-à-dire, plus ciblées et sélectives afin de ne pas pénaliser la population civile d'un Etat en raison du comportement de ses dirigeants<sup>20</sup>. Ce mécanisme ne

<sup>18</sup> M.B. 28.05.2002

<sup>19</sup> Voir par exemple, le règlement (CEE) n° 596/82 du Conseil, du 15 mars 1982, modifiant le régime d'importation de certains produits originaires d'Union soviétique (JO L 72, p. 15) ; le règlement (CEE) n° 877/82 du Conseil, du 16 avril 1982, suspendant l'importation de tout produit originaire d'Argentine (JO L 102, p. 1), et le règlement (CEE) n° 3302/86 du Conseil, du 27 octobre 1986, portant suspension des importations de pièces d'or en provenance de la République d'Afrique du Sud (JO L 305, p. 11) ; règlement (CEE) n° 3541/92 du Conseil, du 7 décembre 1992, interdisant de faire droit aux demandes irakiennes relatives aux contrats et opérations dont l'exécution a été affectée par la résolution 661 (1990) du Conseil de Sécurité des Nations Unies et par les résolutions connexes (JO L 361, p. 1).

<sup>20</sup> voir, par exemple, le règlement (CE) n° 1705/98 du Conseil, du 28 juillet 1998, concernant l'interruption de certaines relations économiques avec l'Angola afin d'inciter l'« União Nacional para a Independência Total de Angola » (UNITA) à remplir ses obligations dans le processus de paix, et abrogeant le règlement (CE) n° 2229/97 (JO L 215, p. 1) ; règlement (CE) n° 1294/1999 du Conseil, du 15 juin 1999, relatif à un gel des capitaux et à une interdiction des investissements en relation avec la République fédérale de Yougoslavie (RFY) et abrogeant les règlements (CE) n° 1295/98 et (CE) n° 1607/98 (JO L 153, p. 63) ; règlement (CE) n° 2488/2000 du Conseil, du 10 novembre 2000, maintenant un gel des capitaux concernant M. Milosevic et les personnes de

contient aucune garantie en terme de droit de la défense et viole de manière flagrante une série de droits fondamentaux qu'on peut résumer comme suit:

- Droit à un procès équitable

Les personnes figurent sur ces liste par une décision unilatérale prise par un organe exécutif international (comité des sanctions et Conseil de l'Union européenne), sans qu'aucune condamnation judiciaire ne soit requise. L'accès à un tribunal permettant un contrôle judiciaire approfondi de la décision dans un délai raisonnable n'est absolument pas garanti.

- Droits de la défense, transparence et motivation

Aucune notification officielle aux personnes visées n'est prévue et encore moins la possibilité de faire valoir son point de vue. Il est pratiquement impossible de connaître les raisons précises et les fondements matériels de la décision. Les éléments et informations utilisés par les auteurs de la liste pour y placer une personne sont souvent constitués par du matériel confidentiel provenant de services secrets des Etats membres<sup>21</sup>.

- Présomption d'innocence

Les personnes figurant sur ces listes sont publiquement assimilées au terrorisme international, la plupart du temps sans avoir fait l'objet d'aucune condamnation judiciaire et même sans avoir fait l'objet d'aucune poursuite judiciaire.

- Séparation des pouvoirs

Alors que l'on se trouve dans un domaine de nature criminelle, puisqu'il s'agit de terrorisme, ce n'est pas un tribunal, après examen de la culpabilité dans le respect des droits de la défense, qui décide qui figure sur ces listes. Ce sont des organes politiques, relevant du pouvoir exécutif, composés de ministres (Conseil de l'UE) ou de diplomates (comité des sanctions de l'ONU), qui adoptent à la fois les règlement généraux fixant les conditions d'application et désignent les personnes à qui s'appliquent leurs décisions.

#### **IV. Conséquences pour les personnes visées : la mort civile**

Les personnes figurant sur ces listes sont soumises au blocage de tous leurs fonds (comptes en banque) et font l'objet de restrictions dans leurs déplacements (en ce qui concerne les listes de l'ONU).

Une telle inscription implique également une interdiction d'utiliser tout service financier, y compris la souscription d'une assurance soin de santé ou responsabilité civile (dite familiale).

---

son entourage et abrogeant les règlements n° 1294/1999 et (CE) n° 607/2000 ainsi que l'article 2 du règlement (CE) n° 926/98 (JO L 287, p. 19).

<sup>21</sup> Le Tribunal de Première Instance des Communauté européennes a accepté ce caractère confidentiel dans l'affaire Sison, TPI, 26 avril 2005, (Sison / Conseil), T-110/03, T-150/03 et T-405/03, <http://curia.eu.int/jurisp/cgi-bin/form.pl?lang=fr&Submit=Rechercher&alldocs=alldocs&docj=docj&docop=docop&docor=docor&docjo=docjo&numaff=&datefs=&datefe=&nomusuel=sison&domaine=&mots=&resmax=100>. Ce jugement est frappé d'appel.

Un régime de dérogations et d'exceptions au gel des fonds pour des motifs humanitaires est prévu<sup>22</sup>, mais très rarement mis en pratique.

### **V. Quels recours pour les personnes inscrites sur ces listes ?**

A notre connaissance, il n'y a à ce jour aucune décision judiciaire qui a permis à une personne d'être retirée d'une liste du comité des sanctions de l'ONU<sup>23</sup> ou du Conseil de l'UE<sup>24</sup>.

### **VI. Problème particulier de l'interaction des dispositions pénales en matière de terrorisme : menace contre la présomption d'innocence**

Les listes, qu'elles soient établies par le Conseil de Sécurité ou par l'Union européenne, ne sont formellement pas des instruments de droit pénal mais de droit administratif.

Pourtant ce « statut administratif » est hautement contestable, notamment parce que les mesures ont exactement les mêmes effets que des mesures prises dans le cadre d'une instruction judiciaire, comme par exemple une mesure de saisie prise par un juge d'instruction.

Ce statut administratif devient d'ailleurs un prétexte pour soustraire ces mesures au contrôle juridictionnel et aux garanties essentielles pour l'exercice des droits de la défense : les renseignements sur base desquels la mesure est prise peuvent être tenus secrets et ne sont

<sup>22</sup> Résolution 1452 (2002) du Conseil de sécurité du 20 décembre 2002 ; Position commune 2003/140/PESC du 27 février 2003 concernant des exceptions aux mesures restrictives imposées par la position commune 2002/402 (JO L 53, p. 62) ; Règlement (CE) n° 561/2003 du 27 mars 2003 modifiant, en ce qui concerne les exceptions au gel des fonds et des ressources économiques, le règlement n° 881/2002 (JO L 82, p. 1).

<sup>23</sup> Le comité des sanctions a lui-même radié 8 personnes et 11 entités de sa liste. Sur le site internet de celui-ci, il est possible de consulter la liste récapitulative, sous ses deux formes, qui comprend les cinq sections suivantes :  
A. Liste d'individus appartenant ou associés aux Taliban (142 individus) ;  
B. Liste d'entités appartenant ou associées aux Taliban (1 entité) ;  
C. Liste d'individus appartenant ou associés à l'organisation Al-Qaida (212 individus) ;  
D. Liste d'entités appartenant ou associées à l'organisation Al-Qaida (122 entités) ;  
E. Individus et entités qui ont été radiés de la liste en application d'une décision du Comité (8 individus et 11 entités).

<sup>24</sup> Voir à ce sujet : Ordonnance TPI n° T-338/02 du 7 juin 2004, Segi et al. c. Conseil. Voir : <http://curia.eu.int/jurisp/cgi-bin/form.pl?lang=fr&Submit=Rechercher&alldocs=alldocs&docj=docj&docop=docop&docor=docor&docjo=docjo&numaff=&datefs=&datefe=&nomusuel=segi&domaine=&mots=&resmax=100>; Ordonnance du TPI n° T-206/02, du 15 février 2005, Congrès national du Kurdistan (KNK) c. Conseil et Commission. Voir :

<http://curia.eu.int/jurisp/cgi-bin/form.pl?lang=fr&Submit=Rechercher&alldocs=alldocs&docj=docj&docop=docop&docor=docor&docjo=docjo&numaff=&datefs=&datefe=&nomusuel=knk&domaine=&mots=&resmax=100> et Ordonnance du TPI n° T-229/02, du 15 février 2005, Kurdistan Workers' Party (PKK) et Kurdistan National Congress (KNK) c. Conseil. Voir : <http://curia.eu.int/jurisp/cgi-bin/form.pl?lang=fr&Submit=Rechercher&alldocs=alldocs&docj=docj&docop=docop&docor=docor&docjo=docjo&numaff=&datefs=&datefe=&nomusuel=knk&domaine=&mots=&resmax=100>; CEDH, 30 juin 2005, Bosphorus c. Irlande,

<http://cmiskp.echr.coe.int//tkp197/viewhbk.asp?action=open&table=1132746FF1FE2A468ACCBBCD1763D4D8149&key=10595&sessionId=7486603&skin=hudoc-fr&attachment=true>

pas soumis à la contradiction ; contrairement à la procédure pénale, l'aboutissement du processus n'est nullement une décision d'un juge qui peut libérer les fonds ou procéder à une confiscation définitive en cas de condamnation ; la règle selon laquelle une personne doit être jugée dans un délai raisonnable est rendue inopérante car les mesures peuvent être prolongées indéfiniment ; etc.

En outre le placement d'une personne sur une des listes pose un autre problème délicat : celui de la présomption d'innocence. Est-ce qu'une personne dont les avoirs ont été gelés sur base de son inclusion dans une liste ou qui appartient à une organisation soumise à une telle mesure bénéficiera toujours de la présomption d'innocence lorsqu'elle comparait ultérieurement devant une juridiction pénale ?

Malgré le fait qu'à de maintes reprises des responsables politiques ont affirmé<sup>25</sup> que les listes étaient un instrument administratif et politique et étaient donc totalement distincts des dispositions pénales réprimant les actes de terrorisme ou l'appartenance à un groupe terroriste, il a été constaté – lors du procès des militants et membres présumés du DHKP/C tenu à Bruges notamment - que le Ministère Public invoque l'inclusion de cette organisation sur la liste européenne comme « preuve subsidiaire ».

La désignation d'une personne ou d'une organisation comme « terroriste » par le pouvoir politique peut ainsi devenir un argument « d'autorité » dans la discussion devant les juridictions pénales. Il va de soi que cela ne peut que violer la présomption d'innocence.

---

<sup>25</sup> Au cours des débats au Sénat concernant l'introduction de l'art. 139 dans le Code Pénal, la sénatrice Anne-Marie Lizin s'est référé à plusieurs reprises à ces listes. Elle s'est réjoui du fait que, par l'introduction de l'art. 139 du Code Pénal (réprimant les délits terroristes), « *la Belgique se dote enfin d'un instrument avec lequel il peut donner suite aux listes.* » A trois reprises, la Ministre de la Justice a contredit Mme Lizin et répété que la liste est un instrument administratif totalement indépendant des dispositions pénales. Sénat de Belgique, Annales, session ordinaire 2003-2004, vendredi 5 décembre 2003 – Séance de l'après-midi, 3-26, Discussion du projet de loi relatif aux infractions terroristes

## **11. Contacts**

Dan van Raemdonck, porte-parole du Comité T :  
0478/29 64 28

Manuel Lambert, secrétaire du Comité T :  
02/209 62 87